

Ensemble pour vaincre
la pauvreté
Overcoming Poverty **Together**

**Economic and Social
Inclusion Corporation
(ESIC)**

**La Société d'inclusion
économique et sociale
(SIÉS)**

2012-2013 Annual Report

Rapport annuel 2012-2013



**Société
d'inclusion
économique
et sociale**

**Economic and
Social Inclusion
Corporation**

**Rapport annuel
2012-2013**

**Annual Report
2012-2013**



Rapport annuel 2012-2013

Publié par

La Société d'inclusion économique et sociale
(SIÉS)
Place Kings
440, rue King – pièce 423
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

<http://www.gnb.ca/pauvreté>

Juillet 2014

ISBN 978-1-4605-0568-7

Imprimé au Nouveau-Brunswick

2012-2013 Annual Report

Published by

The Economic and Social Inclusion Corporation
(ESIC)
Kings Place
440 King Street – Suite 423
P. O. Box 6000
Fredericton, New Brunswick
E3B 5H1
Canada

<http://www.gnb.ca/poverty>

July 2014

ISBN 978-1-4605-0568-7

Printed in New Brunswick

L'honorable Dale Graham
Président de l'Assemblée législative du
Nouveau-Brunswick
Édifice de l'Assemblée législative
C.P. 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1

Monsieur le Président,

Conformément au paragraphe 28 (1) de la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*, nous sommes heureux de vous soumettre le rapport annuel des activités de la Société d'inclusion économique et sociale pour la période du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013.

Respectueusement soumis,

Léo-Paul Pinet, président
Brian Duplessis, co-président
Gerry Pond, co-président
Monique Richard, co-présidente
Ministre Dorothy Shephard, co-présidente

Société d'inclusion économique et sociale

The Honourable Dale Graham
Speaker of the Legislative Assembly of New
Brunswick
Legislative Assembly Building
P.O.Box 6000
Fredericton, N.B.
E3B 5H1

Mr. Speaker:

Pursuant to subsection 28(1) of the Economic and Social Inclusion Act, we are pleased to submit the annual report of the Economic and Social Inclusion Corporation for April 1, 2012 to March 31, 2013.

Respectfully submitted,

Léo-Paul Pinet, President
Brian Duplessis, Co-chair
Gerry Pond, Co-chair
Monique Richard, Co-chair
Minister Dorothy Shephard, Co-chair

Economic and Social Inclusion Corporation

Table des matières

Lettre du président et du directeur général ..	1
Mandat.....	5
Conseil d'administration	6
Comités aviseurs	7
Réseaux d'inclusion communautaire	14
Contexte historique du plan <i>Ensemble pour vaincre la pauvreté</i>	25
Plan <i>Ensemble pour vaincre la pauvreté</i>	25
<i>22 actions prioritaires</i>	26
<i>Rencontres et présentations de la Société</i> .	27
<i>Langues officielles</i>	30
<i>Annexe 1 - Liste des actions prioritaires</i>	33
<i>États financiers</i>	

Table of Contents

Letter from the President and the Executive Director	1
Mandate.....	5
Board of Directors.....	6
Advisory Committees	7
Community Inclusion Networks	14
Historical Background of the <i>Overcoming Poverty Together</i> Plan	25
<i>Overcoming Poverty Together</i> Plan	25
<i>22 priority actions</i>	26
<i>ESIC Meetings and presentations</i>	27
<i>Official Languages</i>	30
<i>Appendix 1 - List of priority Actions</i>	37
<i>États financiers</i>	

Lettre du président et du directeur général

« Chaque personne a des capacités, des habiletés et des dons. Vivre une belle vie dépend de l'utilisation de ces capacités, de l'expression de ces habiletés et des dons reçus. En présence de ces éléments, la personne sera mise en valeur, se sentira puissante et en lien avec les gens autour d'elle. Et la communauté entourant la personne sera plus forte dû à la contribution apportée par celle-ci. »

John P. Kretzmann et John L. McKnight

Nous sommes heureux de soumettre le rapport annuel de la Société d'inclusion économique et sociale (SIÉS) du Nouveau-Brunswick pour l'exercice financier 2012-2013.

Au cours de cette troisième année d'existence, les partenariats avec les réseaux d'inclusion communautaire (RIC) et avec de nombreux groupes et acteurs de l'inclusion économique et sociale au Nouveau-Brunswick se sont consolidés. Les efforts de la SIÉS à poursuivre la mise en œuvre du plan provincial de réduction de la pauvreté *Ensemble pour vaincre la pauvreté (EVP)* se sont de plus poursuivis.

Ainsi, l'exercice financier 2012-2013 a été marqué par de nombreuses réalisations dans l'avancement du plan *EVP* et dans les démarches visant à favoriser l'inclusion économique et communautaire de tous les Néo-Brunswickois.

Les réseaux d'inclusion communautaire, bien établis au cœur de la sensibilisation et de la mobilisation des collectivités, ont été actifs dans chacune des douze régions de la province et ont mis en œuvre leurs plans d'action élaborés en collaboration avec les partenaires régionaux. Un grand nombre de projets financés par la SIÉS ont de plus été réalisés au cours de l'année partout au Nouveau-Brunswick.

Les trois comités aviseurs portant sur les Bénéfices de santé, la Réforme de l'aide sociale, et l'Entreprise sociale et fonds d'investissement communautaire, ont poursuivi leurs mandats menant à l'amélioration du mieux-être de milliers de Néo-Brunswickois. Le présent rapport inclus un résumé de leurs activités tenues au cours de cet exercice financier.

Letter from the President and the Executive Director

“Every single person has capabilities, abilities and gifts. Living a good life depends on whether those capabilities can be used, abilities expressed and gifts given. If they are, the person will be valued, feel powerful and well-connected to the people around them. And the community around the person will be more powerful because of the contribution the person is making.”

John P. Kretzmann and John L. McKnight

We are pleased to submit the Annual Report for the Economic and Social Inclusion Corporation (ESIC) for the fiscal year 2012-2013.

During the Corporation's third year of operation, partnerships with the Community Inclusion Networks (CINs) and with the many groups and stakeholders involved in economic and social inclusion in New Brunswick were consolidated. ESIC continued its efforts to implement the provincial poverty reduction plan, *Overcoming Poverty Together (OPT)*.

The 2012-2013 fiscal year was therefore marked by numerous achievements in the advancement of the *OPT* plan and in efforts to promote economic and community inclusion for all New Brunswickers.

The Community Inclusion Networks, firmly rooted at the core of community awareness and engagement, were active in all twelve regions of the province and implemented their action plans in cooperation with their regional partners. A significant number of ESIC-funded projects were also carried out during the year throughout New Brunswick.

The three Advisory Committees dealt with Health Benefits, Social Assistance Reform, and Social Enterprise and Community Investment Funds, and continued their mandates of improving the wellbeing of thousands of New Brunswickers. This report includes a summary of the activities they accomplished in this fiscal year.

De nombreuses initiatives faisant partie du plan d'action de la SIÉS ont aussi été complétées en 2012-2013. Notons entre autres, le lancement du régime de soins dentaires et de la vision *De beaux sourires et une bonne vision* pour les enfants de 18 ans et moins de familles à faible revenu, la remise d'un rapport sur l'élaboration d'un régime d'assurance-médicaments pour les Néo-Brunswickois non assurés, l'augmentation du salaire minimum le 1^{er} avril 2012, et l'élaboration d'un plan-cadre afin de développer un modèle d'entreprise sociale favorisant la croissance économique et sociale au Nouveau-Brunswick.

Au cours de l'exercice financier 2012-2013, les représentants de la SIÉS ont tenu des rencontres stratégiques avec de nombreux décideurs et hauts-fonctionnaires du gouvernement, dans le but de faire connaître le plan *EVP* et d'obtenir des appuis au déploiement des actions visées. En collaboration avec les RIC, la SIÉS a également amélioré le processus de demande de financement des RIC.

Le principal atout du plan *EVP* repose dans la participation et le soutien des citoyens et des trois principaux secteurs au Nouveau-Brunswick : sans but lucratif, gouvernemental et affaires. Les représentants de ces secteurs ont travaillé ensemble, aux niveaux local, régional et provincial, afin de réaliser les 22 actions prioritaires du plan *EVP*. L'engagement de ces secteurs constitue une innovation en matière de réduction de la pauvreté, et le Nouveau-Brunswick s'impose comme l'un des chefs de file au Canada dans ce domaine.

La prochaine année sera des plus intéressante pour la SIÉS. Les initiatives des RIC combinées à l'adoption de diverses mesures prévues par le gouvernement permettront d'influencer positivement la situation des Néo-Brunswickois vivant la pauvreté. Cette prochaine année fera aussi place à un processus d'engagement des citoyens visant le renouvellement du plan de réduction de la pauvreté. C'est en plaçant les individus, les secteurs sans but lucratif et des affaires et le gouvernement au cœur des discussions liées à l'inclusion économique et sociale que l'engagement de chacun envers la réduction de la pauvreté au Nouveau-Brunswick sera réitéré et que des pistes d'actions durables pourront être identifiées afin de guider nos actions futures.

Many initiatives covered under ESIC's action plan were also completed in 2012-2013. These included the launch of *Healthy Smiles and Clear Vision*, the vision and dental plan for children 18 and under in low-income families, the submission of a report on developing a drug insurance plan for all uninsured New Brunswickers, the increase of the minimum wage on April 1, 2012, and the elaboration of a framework to develop a social enterprise model designed to foster social and economic growth in New Brunswick.

In 2012-2013, ESIC representatives held strategic meetings with many policy makers and senior government officials to promote the *OPT* plan and gain support for the implementation of the targeted actions. With the collaboration of the CINs, ESIC also fine-tuned the application procedures for CIN funding requests.

The main advantage of the *OPT* plan lies in the participation and support of citizens and the three main sectors in New Brunswick: non-profit, government, and business. Representatives of these sectors worked together at the local, regional and provincial levels to achieve the 22 priority actions in the *OPT* plan. The engagement of these sectors constitutes an innovation in poverty reduction, and New Brunswick has established itself as a leader in Canada in this field.

The next year will be most interesting for ESIC. CIN initiatives, combined with the adoption of various measures planned by the government, will have a positive impact on the situation of New Brunswickers living in poverty. A citizen engagement process will also take place next year aimed at renewing the poverty reduction plan. Placing individuals and the non-profit, business, and government sectors at the heart of the discussions focused on economic and social inclusion will bolster their commitment to poverty reduction in New Brunswick and make it possible to identify sustainable courses of action that will guide our future endeavours.

En terminant, nous désirons remercier les membres du conseil d'administration de la SIÉS qui ont consacré de leur précieux temps à l'amélioration de la situation économique et sociale de nombreux Néo-Brunswickois. Ils sont appuyés au quotidien par une petite, mais efficace équipe d'employés de la SIÉS. Nous sommes reconnaissants de leurs efforts et de leur engagement.

Nous espérons que nous pourrons continuer de compter sur l'appui et l'engagement de tous pour mener à bien ce projet de société essentiel, innovateur et unique.

Le président,
Léo-Paul Pinet



Le directeur général,
Stéphane Leclair



In closing, we wish to thank the members of the ESIC Board of Directors who spent many hours of their valuable time to improve the economic and social situation of many New Brunswickers. They are supported daily by a small but efficient team of employees at ESIC. We appreciate their efforts and commitment.

We hope that we can continue to rely on the support of all New Brunswickers as we move forward with this essential, innovative, and unique social project.

Léo-Paul Pinet,
President



Stéphane Leclair,
Executive Director



La Société d'inclusion économique et sociale (SIÉS)

Coordonnées

Place Kings
440, rue King – pièce 423
C.P. 6000 Fredericton, NB
E3B 5H1
Telephone : 506-444-2977
Sans frais : 1-888-295-4545
Télécopieur : 506-444-2978
Site web : www.gnb.ca/poverty
Courriel : esic-sies@gnb.ca

Équipe de la SIÉS

Stéphane Leclair, directeur général
Althea Arsenault, gestionnaire du développement
des ressources
Christine Bourgoïn, coordonnatrice
Scott MacAfee, coordonnateur
Marc Gosselin, coordonnateur
Jeannine MacDonald, adjointe administrative
Nathalie Badeau, adjointe administrative

The Economic and Social Inclusion Corporation (ESIC)

Contact Information

Kings Place
440 King Street – Suite 423
PO Box 6000 Fredericton, NB
E3B 5H1
Telephone: 506-444-2977
Toll Free: 1-888-295-4545
Fax: 506-444-2978
Website: www.gnb.ca/poverty
Email: esic-sies@gnb.ca

ESIC Team

Stéphane Leclair, Executive Director
Althea Arsenault, Manager of Resource
Development
Christine Bourgoïn, Coordinator
Scott MacAfee, Coordinator
Marc Gosselin, Coordinator
Jeannine MacDonald, Administrative Assistant
Nathalie Badeau, Administrative Assistant

Mandat

Prévenir et réduire la pauvreté au Nouveau-Brunswick sont des enjeux des plus complexes. Les causes et les conséquences sont nombreuses, et il n'existe aucune solution universelle qui permette de prévenir ou d'éradiquer la pauvreté. Peu importe la définition utilisée pour caractériser la pauvreté, tous s'entendent pour dire qu'il s'agit d'un enjeu sur lequel chacun doit se pencher. La collaboration de chaque membre de notre société est indispensable pour que chaque Néo-Brunswickois ait l'occasion d'atteindre son plein potentiel.

C'est à la suite d'un vaste processus d'engagement par le biais de dialogues publics avec les Néo-Brunswickois de tous les milieux que le premier plan de réduction de la pauvreté de la province Ensemble pour vaincre la pauvreté, a été élaboré. La Société d'inclusion économique et sociale (SIÉS) a été établie pour mettre en œuvre et gérer cette façon unique d'aborder la question de la pauvreté au Nouveau-Brunswick.

La Société d'inclusion économique et sociale a été établie afin :

1. d'assurer la mise en œuvre et l'évaluation du plan provincial Ensemble pour vaincre la pauvreté ainsi que l'élaboration et l'adoption de tout autre plan d'inclusion économique et sociale;
2. de coordonner et d'appuyer les réseaux d'inclusion communautaire dans l'élaboration de leurs plans locaux et la réalisation des objectifs du plan provincial énoncés dans leurs plans locaux;
3. de gérer le Fonds de l'inclusion économique et sociale créé en vertu de l'article 29 de la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*;
4. d'exercer les autres activités ou fonctions qu'autorisent ou exigent la présente loi ou les règlements ou qu'ordonne le lieutenant-gouverneur en conseil;
5. d'élaborer et adopter un nouveau plan d'inclusion économique et sociale à tous les cinq ans par l'entremise d'un processus d'engagement public que la Société conduit à bon terme.

Mandate

The prevention and reduction of poverty in New Brunswick is a very complex issue. The causes and effects are many, and not one solution alone is universal in preventing or eradicating poverty. No matter how poverty is defined, it is clear that it is an issue that requires everyone's attention. It is important that all members of our society work together to provide opportunities for all New Brunswickers to reach their full potential.

Following an extensive engagement process based on public dialogue with New Brunswickers from all walks of life, the Province's first poverty reduction plan, Overcoming Poverty Together, was developed. The Economic and Social Inclusion Corporation (ESIC) was established to implement and manage this unique approach to addressing the issue of poverty in New Brunswick.

The Economic and Social Inclusion Corporation was established in order to:

1. To ensure the implementation of the provincial Overcoming Poverty Together (OPT) Plan and the development and adoption of any other economic and social inclusion plan;
2. To coordinate and support the Community Inclusion Networks in developing their local plans and in reaching objectives of the provincial plan set out in their regional plans;
3. To administer the Economic and Social Inclusion Fund established under section 29 of the *Economic and Social Inclusion Act*;
4. To exercise the other functions or activities authorized or required by this Act or the Regulations or as directed by the Lieutenant-Governor in Council;
5. To develop and adopt a new economic and social inclusion plan every five years through a public engagement process successfully conducted by the Corporation.

La Société d'inclusion économique et sociale (SIÉS) est dirigée par un conseil d'administration. Des rencontres du conseil d'administrations ont eu lieu à quatre reprises au cours de l'exercice. Conformément à la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*, le conseil s'est chargé d'administrer les activités et les affaires de la Société, y compris les finances, les opérations l'établissement de politiques et la surveillance des progrès réalisés par rapport aux 22 actions prioritaires.

Conseil d'administration de la SIÉS

Président

Léo-Paul Pinet – secteur sans but lucratif, Caraquet

Co-présidents

Brian Duplessis – sans but lucratif, Mactaquac
Gerry Pond – affaires, Saint John
Monique Richard – citoyens, Saint-Ignace
L'hon. Dorothy Shephard – ministre des Communautés saines et inclusives, Saint John

Secteur des affaires

Anne Hébert – directrice générale, Conseil économique du Nouveau-Brunswick Inc., Bouctouche
Francine Landry – propriétaire de l'Auberge Les jardins et Motel Le Brayon et Chalets, Saint-Jacques
Derek Oland, président, Brasseries Moosehead Ltée, Saint John

Secteur sans but lucratif

Roger Martin – vice-président, Conseil d'éducation francophone sud, Miramichi
Brenda Murphy – coordonnatrice, Urban Core Support Network Saint John Inc., Grand Bay-Westfield
July Synott – agente de développement communautaire du Centre Jeunesse de Bathurst, Good Wind Mill

Gouvernement provincial

L'hon. Jody Carr – ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance
L'hon. Madeleine Dubé – ministre du Développement social
L'hon. Danny Soucy – ministre de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail

The Economic and Social Inclusion Corporation is governed by a Board of Directors. The Board of Directors has met four times in 2012-2013. As per the *Economic and Social Inclusion Act*, the Board of Directors administered the business and affairs of the corporation, including financial, operational, setting policies and monitoring the progress of the 22 action items.

ESIC's Board of Directors

President

Léo-Paul Pinet – Non-profit sector, Caraquet

Co-Chairs

Brian Duplessis – Non-profit, Mactaquac
Gerry Pond - Business, Saint John
Monique Richard – Citizen, Saint-Ignace
Hon. Dorothy Shephard – Minister of Healthy and Inclusive Communities, Saint John

Business Sector

Anne Hébert – Chief Executive Officer, Conseil économique du Nouveau-Brunswick Inc., Bouctouche
Francine Landry – Owner, l'Auberge Les jardins and Motel Le Brayon et Chalets, Saint-Jacques
Derek Oland – Executive Chairman, Moosehead Breweries Ltd., Saint John

Non-Profit Sector

Roger Martin – Vice-President, Conseil d'éducation francophone sud, Miramichi
Brenda Murphy – Coordinator, Urban Core Support Network Saint John Inc., Grand Bay-Westfield
July Synott – Community Development Officer, Bathurst Youth Centre, Goodwin Mill

Provincial Government

Hon. Jody Carr – Minister of Education and Early Childhood Development
Hon. Madeleine Dubé – Minister Social Development
Hon. Danny Soucy – Minister of Post-Secondary Education, Training and Labour

Opposition

Donald Arseneault – député,
Dalhousie-Restigouche Est

Citoyens ayant vécu ou vivant en pauvreté

Ginette Arsenault, Fredericton
Juanita Black, Saint John
Jacques-François Levesque, Grand-Sault
Jennifer Melanson, Upper Coverdale
Angel Michaud, Perth-Andover
Lucie Robichaud, Baie du Petit-Pokemouche
Beverly Wilcox, Bathurst

Comités aviseurs de la SIÉS

Trois comités ont été formés pour se pencher sur des domaines particuliers du plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*, notamment : Bénéfices de santé, Réforme de l'aide sociale, et Entreprises sociales et fonds d'investissement communautaires. Chaque comité était formé de représentants des citoyens et des trois secteurs (affaires, sans but lucratif, gouvernement provincial), ainsi que de membres du conseil d'administration de la SIÉS.

Comité aviseur sur les bénéfiques de santé

Mandat

Le mandat du Comité aviseur sur les bénéfiques de santé était de :

- créer un régime de soins de la vue et de soins dentaires pour tous les enfants Néo-Brunswickois issus de familles à faible revenu.
- créer un mécanisme visant à fournir un régime de médicaments sur ordonnance à tous les citoyens du Nouveau-Brunswick qui n'ont pas d'assurance.

Membres du Comité aviseur sur les bénéfiques de santé

D^r Dennis Furlong, président, Dalhousie,
Juanita Black, Saint John
Mike Blanchard, Bath
Jean-Roch Cayouette, Saint-Quentin
Ron Gathercole, Moncton
Anne Hébert, Bouctouche
Mary Anne Leblanc, Saint John
Jacques-François Levesque, Grand-Sault
Rosella Melanson, Fredericton
Derek Oland, Saint John
Barry Cohen Thorley, Grand-Bay-Westfield

Opposition

Donald Arseneault – MLA,
Dalhousie-Restigouche East

Citizens who live or have lived in poverty

Ginette Arsenault, Fredericton
Juanita Black, Saint John
Jacques-François Levesque, Grand Falls
Jennifer Melanson, Upper Coverdale
Angel Michaud, Perth-Andover
Lucie Robichaud, Baie du Petit-Pokemouche
Beverly Wilcox, Bathurst

ESIC Advisory Committees

Three committees were formed to focus on specific areas of the Overcoming Poverty Together plan: health benefits, social assistance reform and social enterprise and community investment. Each committee was comprised of citizens and representatives from the three sectors, as well as members of ESIC's Board of Directors.

Advisory Committee on Health Benefits

Mandate

The mandate of the Advisory Committee on Health Benefits was:

- To develop a vision and dental plan for all low-income New Brunswick children
- To develop a mechanism to provide a prescription drug plan to all uninsured New Brunswick citizens.

Members of the Advisory Committee on Health Benefits

Dr. Dennis Furlong, Chair, Dalhousie,
Juanita Black, Saint John
Mike Blanchard, Bath
Jean-Roch Cayouette, Saint-Quentin
Ron Gathercole, Moncton
Anne Hébert, Bouctouche
Mary Anne Leblanc, Saint John
Jacques-François Levesque, Grand-Sault
Rosella Melanson, Fredericton
Derek Oland, Saint John
Barry Cohen Thorley, Grand-Bay-Westfield

Au moment de sa création, le comité aviseur sur les bénéfices de santé s'est vu confier deux mandats précis :

1. Créer un régime de soins de la vue et de soins dentaires pour tous les enfants Néo-Brunswickois issus de familles à faible revenu;
2. Créer un mécanisme visant à fournir un régime de médicaments sur ordonnance à tous les citoyens Néo-Brunswickois qui n'ont pas d'assurance.

Le comité aviseur sur les bénéfices de santé de la SIÉS s'est réuni huit fois au cours de l'exercice de 2012-2013.

Le gouvernement provincial a annoncé en juin 2012 un nouveau régime de soins dentaires et de la vue établi selon les recommandations. Le régime est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2012. *De beaux sourires et une bonne vision* fournit la couverture nécessaire pour certains soins de vision et dentaires pour les enfants de 18 ans et moins de familles à faible revenu.



Le programme des soins de la vue couvre les services de base, comme l'examen complet annuel, les lentilles et la monture jusqu'à concurrence de 220 \$ tous les deux ans. Le programme de soins dentaires couvre les services de base, notamment les examens habituels, les radiographies et l'extraction de dents, y compris certains traitements préventifs, jusqu'à un coût maximal de 1 000 \$ par année.

Les enfants du Nouveau-Brunswick inscrits au ministère du Développement social sont automatiquement inscrits au programme. Les enfants issus de familles à faible revenu pourraient profiter de ce programme qui a fait l'objet d'une vaste campagne de promotion dans les écoles de la province, auprès des réseaux d'inclusion communautaire et par le biais d'autres organismes pertinents.

Au 31 mars 2013, 15 588 enfants du Nouveau-Brunswick avaient accès au programme *De beaux sourires et une bonne vision*. Ce nombre

When it was established, the Advisory Committee on Health Benefits was given two very specific mandates:

1. To establish a vision and dental plan for all New Brunswick children from low-income families;
2. To establish a mechanism to provide a prescription drug plan for all uninsured New Brunswickers.

The ESIC Advisory Committee on Health Benefits met eight times in 2012-13.

The provincial government announced in June 2012 that based on these recommendations, a new dental and vision plan had been developed. Launched on September 1, 2012, *Healthy Smiles, Clear Vision* provides the necessary coverage for specified dental and vision benefits to children 18 years of age and younger in families with a low-income.



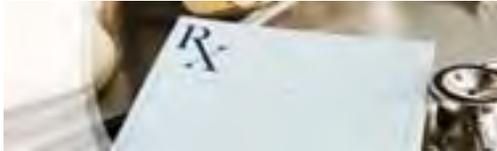
The vision care program covers basic services such as the complete annual check-up and lenses and frames up to \$220 every two years. The dental care program covers basic services, including the usual check-ups, x-rays, tooth extraction, and certain preventative treatments up to a maximum of \$1,000 per year.

New Brunswick children registered with the Department of Social Development are automatically enrolled in the program. Children from low-income families could also benefit from this program, which was extensively promoted throughout the province's school system, through the Community Inclusion Networks and through other relevant organizations.

As of March 31, 2013, 15,588 New Brunswick children had access to the *Healthy Smiles, Clear Vision* program. This includes 1,051 children of

comprend 1 051 enfants issus de familles à faible revenu qui se sont inscrits au programme depuis sa mise en œuvre.

De juillet 2011 à décembre 2012, le comité, appuyé par le personnel des ministères de la Santé et du Développement social, s'est concentré sur la deuxième composante de son mandat, soit l'élaboration d'un régime d'assurance-médicaments pour les Néo-Brunswickois non assurés.

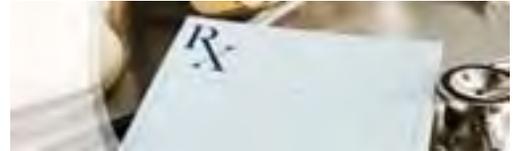


Le rapport du comité avisier sur les bénéfices de santé, *Un régime d'assurance-médicaments sur ordonnance pour les Néo-Brunswickois non assurés*, a été déposé à l'Assemblée législative en décembre 2012. Les recommandations du rapport sont :

- Le régime d'assurance devrait être obligatoire pour tous les Néo-Brunswickois non assurés;
- Le régime devrait comporter des primes abordables que devront payer les personnes inscrites au régime, et les familles à faible revenu devraient bénéficier d'une subvention;
- Les employeurs qui n'offrent pas à l'heure actuelle une couverture pour les médicaments seront tenus de contribuer au nouveau régime d'assurance;
- Il devrait n'y avoir aucun obstacle à l'accès au régime d'assurance comme des problèmes de santé préexistants ou une période d'attente, et aucune limite annuelle ou à vie quant aux prestations;
- Le régime devrait couvrir les médicaments approuvés qui ont fait l'objet du processus d'évaluation national fondé sur les données probantes utilisé, actuellement, par tous les régimes publics d'assurance-médicaments de l'ensemble du Canada; et
- Les régimes privés d'assurance-médicaments devraient être aussi bons que le nouveau régime d'assurance-médicaments.

low-income families who enrolled in the program once it was implemented.

From July 2011 to December 2012, the Committee, supported by staff from the Departments of Health and Social Development, focused on the second component of its mandate, to develop a mechanism to provide a prescription drug plan for uninsured New Brunswickers.



The Advisory Committee on Health Benefits' report, *An Insurance Plan for Prescription Drugs for Uninsured New Brunswickers* was tabled in the Legislature in December 2012. Recommendations in the report include:

- The insurance plan should be mandatory for all uninsured New Brunswickers;
- The plan should have affordable premiums to be paid by those enrolled, and low-income families should be subsidized;
- Employers who do not already offer an insurance plan must contribute to the new insurance plan;
- There should be no barriers to access such as pre-existing medical conditions, waiting period, and no annual or lifetime limit on benefits;
- The plan should cover approved drugs that are assessed through the national evidenced based drug review processes currently used by public drug plans across Canada; and
- Private drug plans should be as good as the new drug insurance plan.

Le rapport a souligné également les avantages d'un régime d'assurance-médicaments pour les personnes seules et les familles :

- Tous les Néo-Brunswickois profiteront d'une quiétude d'esprit puisqu'ils sauront qu'ils ont accès à des médicaments sur ordonnance maintenant et dans le futur;
- Le régime d'assurance contribuera à éviter que les Néo-Brunswickois éprouvent des difficultés financières et qu'ils sombrent dans la pauvreté en raison de problèmes de santé nécessitant un traitement médicamenteux;
- Il aidera les Néo-Brunswickois à se sortir de la pauvreté en leur permettant de profiter d'une assurance-médicaments, ce que certains employeurs n'offrent pas; et
- Il lèvera les obstacles à l'accès aux médicaments sur ordonnance, ce qui devrait améliorer la santé des résidents et avoir une incidence positive sur leur qualité de vie.

Le ministère de la Santé voit à la mise en œuvre du régime d'assurance-médicaments. En février 2013, le gouvernement a annoncé la formation d'un comité qui fournira du soutien et des conseils stratégiques sur l'élaboration et la mise en œuvre du nouveau régime.

Comité aviseur sur la réforme de l'aide sociale

Mandat

Le mandat du comité aviseur sur la réforme de l'aide sociale avait pour but de fournir des commentaires et recommandations au ministère du Développement social en ce qui concerne les programmes pour la réforme de l'aide sociale au Nouveau-Brunswick, afin d'être conforme avec le plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*. Ces conseils et ces commentaires faisaient suite aux présentations et documents préparés et présentés par le comité ministériel sur la réforme de l'aide sociale qui étudie le réalignement de la prestation de programmes relatifs avec cette initiative.

Membres

Roger Lessard – co-président, Pokemouche
Ken Pike – co-président, Fredericton
Ben Beaulieu, Edmundston
Haley Flaro, Fredericton
Nancy Hartling, Moncton

The report also noted the benefits of providing drug insurance to uninsured individuals and families.

- All New Brunswickers will have the peace of mind of knowing that they have access to prescription drugs now and in the future;
- The drug insurance plan will help prevent New Brunswickers from experiencing financial hardship or falling into poverty because of medical conditions that require drug therapies;
- The drug insurance plan will help New Brunswickers work their way out of poverty by providing them with access to drug coverage that some employers do not offer; and
- The drug insurance plan will remove barriers to access prescribed drug treatments, which should result in improved health outcomes and positive effects on quality of life.

The Department of Health is leading the implementation of the drug insurance plan. In February 2013, the government announced the establishment of an Implementation Advisory Committee to provide strategic advice and support during the implementation.

Advisory Committee on Social Assistance Reform

Mandate

The mandate of the Advisory Committee on Social Assistance Reform was to provide advice and feedback to the Department of Social Development's internal Steering Committee on Social Assistance Reform as it redesigns the social assistance program for New Brunswick in accordance with *Overcoming Poverty Together* Plan. This advice and feedback was in response to presentations and documentation prepared and presented by the Steering Committee on Social Assistance Reform at critical junctions in the program design, as well as in relation to implementation issues in rolling out the initiative.

Members

Roger Lessard – Co-Chair Pokemouche,
Ken Pike – Co-Chair, Fredericton
Ben Beaulieu, Edmundston
Haley Flaro, Fredericton
Nancy Hartling, Moncton

Randy Hatfield, Saint John
Liette Holmes, Neguac
Jennifer Melanson, Upper Coverdale
Brenda Murphy, Saint John
John Wheatley, Saint John

Le comité aviseur s'est penché sur un nombre de dossiers, dont certains ont été mis en œuvre, tandis que d'autres ont été présentés au gouvernement en octobre 2012 pour examen. Le comité poursuit ses travaux pour les autres dossiers.

Le comité aviseur sur la réforme de l'aide sociale s'est réuni à six occasions au cours de l'exercice de 2012-2013.

Dans le plan *EVP*, la portion touchant à la réforme de l'aide sociale comprend 13 items qui demandent une attention particulière. Au 31 mars 2013, les items suivants étaient complétés :

- Éliminer l'aide temporaire du programme d'aide au revenu (pour personne seule en mesure de travailler).
- Prolonger la carte médicale pendant au moins trois ans pour les personnes qui quittent l'aide sociale, jusqu'à l'établissement du programme de médicaments sur ordonnance.
- La politique économique relative aux ménages s'appliquera seulement aux bénéficiaires de l'aide au revenu qui sont en relation de couple.
- La mise en œuvre d'un régime dentaire et de la vue pour les enfants des familles à faible revenu

La liste complète des 13 items ainsi que leur état au 31 mars 2013 se trouve dans l'annexe 1 portant sur les 22 actions prioritaires, plus loin dans ce rapport.

Le gouvernement devrait annoncer à la session du printemps 2013 de l'Assemblée législative une série de mesures additionnelles émanant des recommandations du comité.

Randy Hatfield, Saint John
Liette Holmes, Neguac
Jennifer Melanson, Upper Coverdale
Brenda Murphy, Saint John
John Wheatley, Saint John

The Committee worked on a number of mandated items, some of which have been implemented, while others were presented to government for consideration in October 2012. The Committee continues to work on the remaining issues.

The Social Assistance Reform Committee met on six occasions during 2012-2013.

In the *OPT* Plan, the section on the Social Assistance Reform included 13 actions that need to be addressed. As of March 31, 2013, the following have been completed:

- Elimination of the interim social assistance rate program (single employable people);
- Extend health card for persons exiting social assistance for up to three years until a prescription drug program is introduced;
- The household income policy will only be applied to social assistance recipients who are in spousal relationships;
- Introduction of vision and dental care for children in low-income families.

You will find the 13 items and their status as of March 31, 2013 in Appendix 1 on the 22 priority actions, further in this report.

The government should announce, during the 2013 spring session at the Legislative Assembly, a series of additional measures stemming from the Committee's recommendations.

Comité aviseur sur l'entreprise sociale et les fonds d'investissement communautaires

Mandat

Le mandat du comité aviseur sur l'Entreprise sociale et les fonds d'investissement communautaires était d'élaborer un cadre stratégique sur l'entreprise sociale et les fonds d'investissement communautaires, au sein duquel les réseaux d'inclusion communautaire peuvent fonctionner.

Le Comité s'engageait à étudier le concept en profondeur et à prendre en considération ce qui se fait dans les autres provinces.

Membres

Seth Asimakos – co-président, Saint John,
André Leclerc – co-président, Edmundston
Ginette Arseneau, Fredericton
Sharon Geldart, Moncton
Dan Gillis, Moncton
Steven Hicks, Fredericton
Val MacDermid, Port Elgin
Simon Mitchell, Dumfries
Gerry Pond, Saint John
Monique Richard, Saint-Louis-de-Kent
Sue Rickards, Lower Queensbury
Jean-Claude Savoie, Saint-Quentin

Selon le plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*, l'entreprise sociale et l'investissement communautaire sont parmi les approches les plus prometteuses pour aider le Nouveau-Brunswick à s'attaquer aux questions multidimensionnelles associées au piège de la pauvreté. Pour la SIÉS, cette approche est un outil essentiel pour mobiliser ceux qui sont déconnectés, promouvoir l'entrepreneuriat, accroître l'emploi, former les travailleurs et remplir les créneaux économiques.

Le comité aviseur sur l'entreprise sociale et les fonds d'investissement communautaires a d'abord examiné et inventorié certaines entreprises sociales ainsi que les meilleures pratiques dans la province. Ce processus a permis de définir l'emplacement, le but, les défis et les activités des entreprises sociales au Nouveau-Brunswick.

Au printemps de 2012, le comité a mené une enquête au Nouveau-Brunswick dans le but de comparer les entreprises sociales. Le comité s'est

Advisory Committee on Social Enterprise and Community Investment Funds

Mandate

The mandate of the Advisory Committee for Social Enterprise and Community Investment Funds was to develop a policy framework on social enterprise and community investment funds within which the Community Inclusion Networks can work.

The Advisory Committee committed to study the concept in a comprehensive manner and to take into consideration what is being done in other provinces.

Members

Seth Asimakos Co-Chair, Saint John
André Leclerc, Co-Chair, Edmundston
Ginette Arseneau, Fredericton
Sharon Geldart, Moncton
Dan Gillis, Moncton
Steven Hicks, Fredericton
Val MacDermid, Port Elgin
Simon Mitchell, Dumfries
Gerry Pond, Saint John
Monique Richard, Saint-Louis-de-Kent
Sue Rickards, Lower Queensbury
Jean-Claude Savoie, Saint-Quentin

Under the *Overcoming Poverty Together* Plan, social enterprise and community investment funds were among the most promising approaches for helping the Province to address the multidimensional issues associated with the trap of poverty. For ESIC, this approach is an essential tool for catalyzing those who are disconnected, promoting entrepreneurship, increasing employment, training workers, and filling economic niches.

The Advisory Committee on Social Enterprise and Community Investment Funds first examined and inventoried certain social enterprises and best practices in the province. This process made it possible to define the location, purpose, challenges, and activities of social enterprises in New Brunswick.

In the spring of 2012, the Committee conducted a comparative social enterprise survey in New Brunswick. The Committee ensured that it is in the

assuré de faire partie du leadership en matière d'élaboration d'une base de données sur les meilleures pratiques et de bâtir en fin de compte un cadre progressif pour l'entreprise sociale au Nouveau-Brunswick.

Le Comité a élaboré un cadre stratégique qui définit des mesures pour promouvoir l'entreprise sociale et l'investissement communautaire et appuyer le développement du secteur. Ce cadre stratégique a tiré parti d'une grande quantité de recherches et de publications et a défini des mesures pour promouvoir l'entreprise sociale et l'investissement communautaire. Il comprend également des recommandations à l'intention du gouvernement qui sont conformes aux objectifs visant à jeter les bases d'une stratégie globale de l'entreprise sociale qui peut être élaborée par étapes au fil du temps.

Le Comité aviseur a aussi rencontré les représentants des ministères et les principaux intervenants afin d'amorcer le dialogue sur l'innovation sociale et les investissements communautaires pour favoriser la croissance dans les secteurs économique et social du Nouveau-Brunswick.

Le comité a soumis son rapport final au conseil d'administration de la SIÉS en juin 2012. Le rapport final et ses recommandations devraient ensuite être présentés au gouvernement au printemps 2013.

De leur côté, un bon nombre de RIC ont déjà participé à la mise sur pied de projets d'entreprises sociales. Avec l'aide de la SIÉS, les RIC se munissent de paramètres visant au développement de ce secteur croissant dans le monde. Le besoin est grandissant, et les possibilités d'accroître l'économie sociale sont nombreuses au Nouveau-Brunswick. Il suffit d'y consacrer les ressources pertinentes dans la province.

forefront of developing a database on best practices and, ultimately, constructing a progressive framework for social enterprise in New Brunswick.

The Committee developed a strategic framework that outlines measures to promote social enterprise and community investment and that supports the development of this sector. This strategic framework built on a vast amount of research and publications and set out measures to promote social enterprise and community investment. It also included recommendations to government that are consistent with the objectives designed to lay the foundations for a comprehensive social enterprise strategy that can be developed in stages over time.

The Advisory Committee also met with departmental representatives and the key stakeholders to initiate a dialogue on social innovation and community investment to foster growth in New Brunswick's economic and social sectors.

The Committee submitted its final report to ESIC's Board of Directors in June 2012. The report and its recommendations should then be presented to the government in the spring 2013.

For their part, many CINs have already participated in the development of social enterprise projects. With the assistance of ESIC, the CINs are acquiring parameters for the development of this sector that is experiencing expansion on the global scale. The need is growing, and opportunities to enhance the social economy in New Brunswick are numerous. The appropriate resources simply have to be provided.

Réseaux d'inclusion communautaire

Le plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté* reconnaît que la réduction de la pauvreté nécessitera la collaboration de tous les secteurs, de même que le partage des ressources et des responsabilités. Cette approche requiert une infrastructure qui permet à tous les groupes et citoyens de travailler ensemble. Les collectivités ont besoin d'un mécanisme de rencontre pour déterminer leurs priorités, obtenir des ressources et prendre des mesures concrètes pour régler les questions qui les préoccupent. Ce mécanisme est le réseau d'inclusion communautaire (RIC).

Les douze réseaux d'inclusion communautaire sont les principaux partenaires de la SIÉS dans la réalisation du plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*. Au 31 mars 2013, les réseaux d'inclusion communautaire au Nouveau-Brunswick avaient :

- Organisé 1 150 rencontres sur le développement communautaire;
- Mobilisé 9 110 citoyens;
- Produit un effet de levier de 3 050 966\$ sur la communauté;
- Réalisé des projets dans la communauté d'une valeur totale de 4 347 971\$, incluant le financement reçu de la SIÉS.

Six rencontres réunissant la SIÉS et les douze réseaux d'inclusion communautaire ont eu lieu au cours de l'exercice 2012-2013.

Les pages qui suivent proposent les initiatives des réseaux d'inclusion communautaires au cours de l'exercice 2012-2013 et ayant reçu du financement de la SIÉS.

Community Inclusion Networks

The OPT plan recognizes that effectively addressing the issues of poverty and exclusion involves collaboration among all sectors, as well as a sharing of resources and responsibilities. This approach requires infrastructure which enables all groups and citizens to work together close to the ground. A mechanism is needed through which communities can meet, identify priorities, obtain resources and take action on issues of concern to them. This mechanism is the Community Inclusion Network (CIN).

The twelve Community Inclusion Networks are ESIC's key partners in the implementation of the *Overcoming Poverty Together* Plan. As of March 31, 2013, the Community Inclusion Networks in New Brunswick had:

- Organized 1,150 meetings on community development;
- Mobilized 9,110 citizens;
- Produced a leverage effect of \$3,050,966 by the communities;
- Carried out projects in the community of a total value of \$4,347,971, including ESIC's funding.

There were six meetings between ESIC and the twelve Community Inclusion Networks during 2012-2013.

The following are the 2012-2013 projects that were initiated by the CINs which received funding from ESIC:

Région 1

Réseau d'inclusion communautaire Westmorland-Albert

Hôte

Centraide de la région du Grand Moncton et du sud-est du N.-B.

Collectivités visées

Grand Moncton, comté de Westmorland et comté d'Albert

Montant investi dans les projets par la SIÉS au 31 mars 2013

135 000 \$

Projets financés par la SIÉS en 2012-2013

- *A Place for Food (Phase 2)* – Mise en oeuvre d'un modèle de sécurité alimentaire à long terme pour toute la région.
- *Workability Skills Training* – Réparation et vente de vieux appareils par des personnes à faible revenu. (Entreprise sociale et formation)
- *Transport rural à Tantramar* – Formation d'un réseau de transport multimodal communautaire régional.
- *GoTranspo* – Étude de faisabilité du transport communautaire régional.
- *La Bikery Co-Op* – Coopérative et atelier de réparation de bicyclettes, permettant à la fois un revenu tiré de la réparation de bicyclettes et un moyen de transport abordable. (Entreprise sociale)

Région 2

Vibrant Communities Saint John et Sussex

Hôte

Business Community Anti-Poverty Initiative (BCAPI) et Vibrant Communities Saint John

Collectivités visées

Grande région de Saint John, Sussex, Queens Est et Kings Est

Region 1

Westmorland-Albert Community Inclusion Network

Host

United Way of Greater Moncton and Southeastern New Brunswick

Communities served

Greater Moncton, Westmorland County, and Albert County

Amount invested in projects by ESIC as of March 31, 2013

\$135,000

Projects funded by ESIC in 2012-2013

- *A Place for Food (Phase 2)* – Implementation of a long-term food security model for the entire region.
- *Workability Skills Training* – Repair and sale of old appliances by persons living at low income (social enterprise and training).
- *Rural Transportation in Tantramar* – Establishment of a regional community multi-modal transportation network.
- *GoTranspo* – Regional community transportation feasibility study.
- *La Bikery Co-Op* – Bike co-op and repair shop generating income from bike repair and delivering an affordable means of transportation (social enterprise).

Region 2

Vibrant Communities Saint John and Sussex

Host

Business Community Anti-Poverty Initiative (BCAPI) and Vibrant Communities Saint John

Communities served

Greater Saint John Region, Sussex, Queens East, and Kings East

Montant investi dans les projets par la SIÉS au 31 mars 2013

123 290 \$

Projets financés par la SIÉS en 2012-2013

- *Learn and Go Leadership Initiative* – Compétences en leadership communautaire par mentorat pour les résidents des quartiers prioritaires afin d'entreprendre un projet de développement de quartier pour améliorer leur communauté.
- *Getting around if you're just getting by* – Recherche sur le transport dans la région de Saint John (phases 1 et 2)
- *Driving towards Health* – Projet instauré à Sussex en vue d'explorer et de mettre en place un système de transport communautaire pour Sussex et les environs.

Région 3

Réseau d'inclusion communautaire de la région de Fredericton

Hôte

Innovation sociale de la région de Fredericton Inc.

Collectivités visées

Fredericton, York Sud, Tracy, Oromocto, Gagetown, comté de Sunbury, Queens Nord, Minto et Chipman

Montant investi dans les projets par la SIÉS au 31 mars 2013

36 580 \$

Projets financés par la SIÉS en 2012-2013

- *CÉD'ICI* – Coopérative d'entreprise sociale fondée sur l'alimentation au Centre Communautaire Sainte-Anne. Elle a engagé un chef et 30 % des aliments servis aux élèves et dans un café sont produits localement.
- *How To Build Community into a Garden* – Construction communautaire d'un système collecteur d'eau et d'un site de démonstration du compost au Green Village Food Centre Community Garden. Compétences transférables et sécurité alimentaire.

Amount invested in projects by ESIC as of March 31, 2013

\$123,290

Projects funded by ESIC in 2012-2013

- *Learn and Go Leadership Initiative* – Community leadership skills through mentoring for residents of priority neighbourhoods to undertake a neighbourhood development project to improve their communities.
- *Getting around if you're just getting by* – Transportation research in the Saint John Region (Phases 1 and 2)
- *Driving towards Health* – Sussex-based project to explore and implement a community transportation system for Sussex and surrounding areas.

Region 3

Greater Fredericton Community Inclusion Network

Host

Greater Fredericton Social Innovation Inc.

Communities served

Fredericton, York South, Tracy, Oromocto, Gagetown, Sunbury County, Queens North, Minto, and Chipman

Amount invested in projects by ESIC as of March 31, 2013

\$36,580

Projects funded by ESIC in 2012-2013

- *CÉD'ICI* – A co-operative, food-based social enterprise at the Centre Communautaire Sainte-Anne. A chef was hired, and 30% of the food served to the students and at a Café is produced locally.
- *How To Build Community into a Garden* – Community construction of a water-collection system and compost demonstration site at the Green Village Food Centre Community Garden (transferable skills and food security).

-
- *Trois programmes de mentors communautaires en alimentation : Fredericton, Oromocto et Grand Lake –Utilisation du pouvoir des aliments pour faire participer les membres de la communauté et faire une différence.*

Région 4

Réseau d'inclusion communautaire du Nord-Ouest

Hôte

L'Atelier R.A.D.O.Inc./RIC Nord-Ouest

Collectivités visées

Edmundston et Grand-Sault

Montant investi dans les projets par la SIÉS au 31 mars 2013

47 675 \$

Projets financés par la SIÉS en 2012-2013

- *Initiative de jardins communautaires – Des jardins communautaires ont été établis à Edmundston, Baker Brook et Saint-Léonard.*
- *Soutien aux enfants ayant des difficultés d'apprentissage – Ce programme fournit des services de tutorat pour aider les familles à faible revenu ayant un enfant qui a des difficultés d'apprentissage.*
- *Programme de lecture d'été Un livre courrier pour bouquiner cet été.*
- *Le loisir de son choix, pour tous – Programme d'activités de loisirs pour les jeunes de 18 ans et moins*

Région 5

Réseau d'inclusion communautaire du Restigouche

Hôte

Réseau d'inclusion communautaire du Restigouche

Collectivités visées

Comté de Restigouche

-
- Three community food mentor programs: Fredericton, Oromocto, and Grand Lake – Using the power of food to engage community members and make a difference.

Region 4

North West Community Inclusion Network

Host

L'Atelier R.A.D.O. Inc./North-West CIN

Communities served

Edmundston and Grand Falls

Amount invested in projects by ESIC as of March 31, 2013

\$47,675

Projects funded by ESIC in 2012-2013

- *Community Garden Initiative – Community gardens were established in Edmundston, Baker Brook, and Saint-Léonard.*
- *Support for Children with Learning Disabilities – This program provides tutoring services to assist low-income families with children who have learning disabilities.*
- *Summer reading program Un livre courrier pour bouquiner cet été (a book in the mail to have fun with this summer).*
- *Le loisir de son choix, pour tous – Leisure activity program for youth 18 and under.*

Region 5

Restigouche Community Inclusion Network

Host

Restigouche Community Inclusion Network

Communities served

Restigouche County

Montant investi dans les projets par la SIÉS au 31 mars 2013
24 208 \$

Projets financés par la SIÉS en 2012-2013

- *Programme de garde après la classe* – Mise en place d'un programme de garde après la classe dans la région du RICR pour les enfants de familles à faible revenu.
- *Cuisine communautaire* – Ateliers sur une alimentation saine, la préparation et la cuisson des repas à l'intention des mères qui apprennent comment préparer des repas et les apportent chez elles.
- *Recherche sur le transport* – Une recherche a été effectuée sur le transport communautaire.
- *Programme d'intégration au marché du travail* – Moyens de transport fournis aux participants : jeunes adultes sans-emploi, à faible revenu, des régions rurales, afin qu'ils puissent participer à la formation.
- *Projet pilote en entrepreneuriat* – Série d'ateliers de formation à l'emploi offerts aux étudiants, mettant en valeur l'option de travail indépendant comme plan de carrière.
- *Projet de jardin communautaire à Kedgwick* pour les membres de la communauté et les personnes à faible revenu.

Région 6

***Réseau d'inclusion
Communautaire Chaleur***

Hôte
Centre des Jeunes de Bathurst / RIC Chaleur

Collectivités visées
Bathurst et les environs

Montant investi dans les projets par la SIÉS au 31 mars 2013
31 500 \$

Projets financés par la SIÉS en 2012-2013

- *Centre Ideal* – Le Centre offre du soutien et des possibilités de formation aux personnes qui souffrent d'une maladie mentale.
- *Creative Arts and Craft Program* – Programme du Centre des jeunes de Bathurst pour les enfants à risque qui vivent dans la pauvreté.

Amount invested in projects by ESIC as of March 31, 2013
\$24,208

Projects funded by ESIC in 2012-2013

- *After school program* – Implementation of an after school program within the CIN region for children from low-income families.
- *Community cooking* – Workshops on healthy eating, meal planning and cooking for mothers, who learn how to prepare and take home meals.
- *Transportation research* – Community transportation research was completed.
- *Employment integration program* – Providing transportation to participants: low-income, unemployed young adults in rural areas so they can attend training.
- *Pilot project on entrepreneurship* – Series of employment training workshops offered to students, highlighting the option of self-employment as a career path.
- *Community garden project in Kedgwick* for low-income community members.

Region 6

***Chaleur Community
Inclusion Network***

Host
Bathurst Youth Centre / Chaleur CIN

Communities served
Bathurst and surrounding area

Amount invested in projects by ESIC as of March 31, 2013
\$31,500

Projects funded by ESIC in 2012-2013

- *Ideal Centre* – Offers support and training opportunities to people who suffer from mental illness.
- *Creative Arts and Craft Program* – Program at the Bathurst Youth Centre for at-risk children living in poverty.

- *Girls of Action Program* – Une série d'ateliers offerts par l'intermédiaire du Centre des jeunes de Bathurst destinés à examiner les questions telles l'estime de soi, la prévention de la violence et des relations saines.
- *Programme de garde après la classe* – Activités offertes aux élèves après la classe (cours de danse, chant, photographie, peinture, yoga) à l'école communautaire Carrefour étudiant.
- *Programme de musique du Centre des jeunes de Bathurst* – Acquisition d'instruments de musique pour le programme de musique du Centre des jeunes de Bathurst.
- *Programme de littératie Bridges* – Programme à l'intention des enfants de familles à faible revenu dans les communautés d'Upper Dawson et Edgewood Court.
- *Recherche sur le transport* – Une recherche sur le transport communautaire a été effectuée.

- *Girls of Action Program* – A series of workshops delivered through the Bathurst Youth Centre designed to explore issues such as self-esteem, violence prevention, healthy relationships, etc.
- *After school program* – Extra-curricular activities offered to students (dance, singing, photography, painting, yoga classes) at the Carrefour étudiant Community School.
- *Bathurst Youth Centre Music Program* – Acquisition of musical instruments for the BYC music program
- *Literacy Bridges Program* – Literacy program for children from low-income families in the Upper Dawson and Edgewood Court communities
- *Transportation research* – Community transportation research was completed.

Région 7

Northumberland Community Inclusion Network

Hôte

Miramichi Adult Learning Inc./
RIC Northumberland

Collectivités visées

Miramichi et les environs

Montant investi dans les projets par la SIÉS au 31 mars 2013

91 278 \$

Projets financés par la SIÉS en 2012-2013

- *Mentors communautaires en alimentation* – Un programme de mentors communautaires en alimentation a été Il comprend la formation et la certification en sécurité alimentaire, la direction d'actions communautaires en alimentation et une alimentation saine.
- *Projet pilote d'un centre de tutorat* – Le projet a appuyé l'établissement d'un centre de tutorat chez la Première Nation de Metepenapiag de Miramichi.
- *Réseau de sécurité alimentaire de Northumberland* – Le réseau a appuyé l'intérêt pour les actions en alimentation qui apparaissent partout dans la région, tels cuisines collectives, jardins communautaires,

Region 7

Northumberland Community Inclusion Network

Host

Miramichi Adult Learning Inc./
Northumberland CIN

Communities served

Miramichi and surrounding area

Amount invested in projects by ESIC as of March 31, 2013

\$91,278

Projects funded by ESIC in 2012-2013

- *Community food mentors* – A community food mentorship program consisting of training and certification in food security, leading the community food actions and healthy cooking was established.
- *Tutoring centre pilot project* – The project supported the establishment of a tutoring centre in the Miramichi Metepenapiag First Nation.
- *Northumberland Food Security Network* – The Network supported interest in food actions that is sprouting across the region such as community gardens community food mentor training, and mobile kitchens.
- *Northumberland County Transportation Network* – The Network supports the development of an

programmes de mentors communautaires en alimentation et cuisines mobiles.

- *Réseau de transport du comté de Northumberland* – Le réseau appuie le développement d'un processus d'engagement, incluant l'établissement de projets pilotes pour relever les défis du transport communautaire dans la région.

Région 8

Réseau d'inclusion communautaire du comté de Charlotte

Hôte

Réseau d'inclusion communautaire du comté de Charlotte

Collectivités visées

Comté de Charlotte

Montant investi dans les projets par la SIÉS au 31 mars 2013

127 242 \$

Projets financés par la SIÉS en 2012-2013

- *Programme après-classe de Blacks Harbour* – Programme d'activités après la classe à l'intention des jeunes de la région de Blacks Harbour (incluant cuisine, Lego, jeux et zumba).
- *Centre d'apprentissage pour la petite enfance* – Programme préscolaire pour les enfants de familles à faible revenu.
- *Programme de saine alimentation de Grand Manan* – Projet d'alimentation saine visant à fournir aux jeunes les compétences et les connaissances nécessaires pour prendre des repas sains.
- *Super Duper Fun, Fun, Fun Camp* – Camp d'été de huit semaines offrant à 20 enfants de familles à faible revenu de la communauté de Milltown la possibilité de maintenir ou d'améliorer leur littératie et leur numératie grâce à un apprentissage par l'expérience.
- *Tentes de lecture du comté de Charlotte* – Programme mobile de littératie pour les jeunes et les familles offert à dix endroits dans le comté de Charlotte au cours de l'été.
- *Dial-a-Ride* – Programme ayant permis aux résidents du comté de Charlotte de parcourir 91 333 km grâce à un moyen de transport alternatif bénévole.

engagement process, including the establishment of pilot projects to address the challenges of community transportation within the region.

Region 8

Charlotte County Community Inclusion Network

Host

Charlotte County Community Inclusion Network

Communities served

Charlotte County

Amount invested in projects by ESIC as of March 31, 2013

\$127,242

Projects funded by ESIC in 2012-2013

- *Blacks Harbour After School Hours Program* – Extra-curricular program for youth in the Blacks Harbour area (including cooking, Lego, games, and Zumba).
- *Early Childhood Learning Centre* – Pre-school program for children from low-income families.
- *Grand Manan Healthy Eating Program* – Healthy eating project geared at providing youth with the skills and knowledge to eat healthier meals.
- *Super Duper Fun, Fun, Fun Camp* – Eight-week summer camp offering 20 children from low-income families in the community of Milltown the chance to maintain or improve their level of literacy and numeracy through experiential learning.
- *Charlotte County Reading Tents* – Mobile youth and family literacy program provided at ten locations across Charlotte County throughout the summer.
- *Dial-a-Ride* – Program that provided 91,333 km of volunteer alternative transportation to the residents of Charlotte County.
- *ABCs of Being 3. Getting Ready for School.* Boys and Girls Club of Charlotte County.
- St. George Community Garden.
- Milltown Job/Community Fair.

- *L'ABC d'avoir 3 ans*. Se préparer pour l'école. Le Boys and Girls Club du comté de Charlotte.
- Jardin communautaire St. George.
- Foire de l'emploi et communautaire – Milltown
- Partenariat après-école – école élémentaire Milltown.
- *Familles et écoles ensemble – école élémentaire* Milltown
- *Cuisine communautaire St. Stephen* (Centre de ressources familiales du comté de Charlotte)
- *Cuisine du centre d'activités communautaires* – comté de Charlotte.

Région 9

Réseau d'inclusion communautaire Centre du Nouveau-Brunswick

Hôte

Réseau d'inclusion communautaire de la région centrale du N.-B.

Collectivités visées

Doaktown, Harvey, McAdam, Nackawic

Montant investi dans les projets par la SIÉS au 31 mars 2013

57 340 \$

Projets financés par la SIÉS en 2012-2013

- *Initiatives de littératie, Keswick* – Programme de tutorat et de lecture d'été pour les jeunes de la collectivité.
- *Initiative d'emploi pour jeunes, Stanley* – Mentorat en affaires pour les jeunes de la collectivité et élaboration d'une trousse d'outils pour un travail indépendant à l'intention des jeunes.
- *Initiatives de littératie, Doaktown* – Partenariat communautaire en littératie pour rénover une partie d'une école déclassée et la convertir en une halte-accueil pour le tutorat.
- *Projet d'autobus McAdam* – Autobus qui fournit un transport communautaire aux résidents de McAdam à St. Stephen et à Fredericton.
- Classe de plein air et jardin communautaire.
- *Clean Roadsides* – Projet Sécurité des routes/broussailles vallée de Keswick

- Milltown Elementary School After-School Partnership.
- *Milltown Elementary School Families & Schools Together* (MES FAST)
- *St. Stephen Community Kitchen* (Family Resource Centre of Charlotte County)
- Charlotte County Activity Center Community Kitchen.

Region 9

Inclusion Network of Central New Brunswick

Host

Inclusion Network of Central N.B.

Communities served

Doaktown, Harvey, McAdam, Nackawic

Amount invested in projects by ESIC as of March 31, 2013

\$57,340

Projects funded by ESIC in 2012-2013

- *Keswick Literacy Initiatives* – Tutoring and summer reading programs for community youth.
- *Stanley Youth Employment Initiative* – Business mentorship program for community youth and development of a youth self-employment tool kit.
- *Doaktown Literacy Initiatives* – Community literacy partnership to renovate a portion of a decommissioned school and convert it into a tutoring drop-in centre.
- *McAdam Bus Project* – Bus that provides community transportation for residents of McAdam to St. Stephen and Fredericton.
- Outdoor Classroom and Community Garden.
- *Clean Roadsides* – Safe Roads NB/Keswick Valley Brush Project.

Région 10

Réseau d'inclusion communautaire Carleton-Victoria

Hôte

Réseau d'inclusion communautaire de
Carleton-Victoria

Collectivités visées

Comté de Carleton et comté de Victoria

Montant investi dans les projets par la SIÉS au 31 mars 2013

66 300 \$

Projets financés par la SIÉS en 2012-2013

- *Andover Parent Inclusion Project* – Projet qui rassemble à l'école six familles isolées. Les enfants ont accès à la prématernelle et les parents reçoivent du soutien communautaire.
- *Bath Community Nutrition Program* – L'école communautaire de Bath enseignera la valeur nutritionnelle et la préparation des aliments à environ 40 familles reconnues pour leur faible revenu et leurs besoins alimentaires.
- *Donna Fraser Memorial (DFM) School Reading Parent Proxy Program* – Les enfants identifiés comme étant peu alphabétisés ou provenant de familles peu alphabétisées ont besoin d'entendre les mots écrits. Des bénévoles assureront la viabilité du programme.
- *DFM 1234 Go* – Programme qui cible les enfants de quatre ans à Plaster Rock avant leur entrée à l'école. Les parents participent aussi à un programme d'information/entrée à l'école.
- *Sunrise farms* – Amener les enfants d'âge scolaire à travailler sur une ferme pour acquérir des connaissances sur la sécurité alimentaire. Amener aussi des organismes communautaires à la ferme pour déterminer sa valeur dans leurs pratiques.
- *Woodstock Community Nutrition Program* – Fournir chaque semaine un repas sain et chaud sur le modèle de la popote roulante. Les aliments sont préparés et distribués par des membres de la collectivité.
- *Family Enrichment as a means to Educational Achievement* – La Centreville Community School tiendra un « camp » de trois jours pour des familles stressées financièrement et pour leurs enfants.
- *Heads, Hands and Heart* – A Close Knit

Region 10

Carleton-Victoria Community Inclusion Network

Host

Carleton-Victoria Community Inclusion Network

Communities served

Carleton County and Victoria County

Amount invested in projects by ESIC as of March 31, 2013

\$66,300

Projects funded by ESIC in 2012-2013

- *Andover Parent Inclusion Project* – Project that brings six isolated families to the school where the children access pre-kindergarten and the parents access community supports.
- *Bath Community Nutrition Program* – The Bath Community School will teach nutritional value and food preparation to approximately 40 families identified as low-income and in need of food.
- *Donna Fraser Memorial (DFM) School Reading Parent Proxy Program* – Children identified as low-literate or from low-literate families need to hear the printed word. Volunteers will ensure the sustainability of the program.
- *DFM 1234 Go* – Program targeting four-year-old children in Plaster Rock prior to school start. The parents are also included in a parent information/start school program.
- *Sunrise farms* – Takes school children to a working farm to gain food security knowledge. It also brought community agencies to the farm to determine its value in their practices.
- *Woodstock Community Nutrition Program* – Provide one hot healthy meal a week based on a Meals on Wheels model. Food is cooked and distributed by community members.
- *Family Enrichment as a means to Educational Achievement* – The Centreville Community School will host a three-day “camp” for financially stressed families and their children.
- *Heads, Hands and Heart* – A Close Knit Community – The Plaster Rock Public Library will host a series of workshops where citizens will learn how to make blankets, hats, mitts, quilts, and take photographs.
- *Steps to Service* – Brings service clubs together

Community – La bibliothèque publique de Plaster Rock tiendra une série d'ateliers où les citoyens apprendront à faire des couvertures, des tuques, des mitaines, des courtepointes et de la photographie.

- *Steps to Service* – Rassembler les clubs philanthropiques et le RICCV pour aider les personnes financièrement stressées à se rendre à leurs traitements médicaux.

Région 11

Réseau d'inclusion Communautaire de Kent

Hôte

Place aux compétences Inc./
Réseau d'inclusion communautaire de Kent

Collectivités visées

Comté de Kent

Montant investi dans les projets par la SIÉS au 31 mars 2013

134 824 \$

Projets financés par la SIÉS en 2012-2013

- *Réseau de sécurité alimentaire du comté de Kent* – Lancement d'un programme de sécurité alimentaire pour résoudre ce problème dans la région.
- *Entrepreneuriat social sur la sécurité alimentaire* – Promotion de l'économie locale et éducation de la population sur une alimentation saine; ateliers, cuisines collectives et partenariats avec des agriculteurs et des entreprises de la localité.
- *Initiative d'apprentissage communautaire* – Soutien du programme sur la sécurité alimentaire après la classe, offrant des ateliers et des cours de cuisine.
- *Manoir O'Leary Art- Café* – Exploitation d'un jardin communautaire et d'un café – entreprise sociale exécutée par les résidents qui sont de jeunes adultes ayant des handicaps (entreprise sociale).
- Étude de faisabilité sur un fonds de prêts communautaires dans le Sud-Est du Nouveau-Brunswick.

with the CVCIN to help financially stressed people travel to receive medical treatment.

Region 11

Kent Community Inclusion Network

Host

Place aux compétences Inc./
Kent Community Inclusion Network

Communities served

Kent County

Amount invested in projects by ESIC as of March 31, 2013

\$134,824

Projects funded by ESIC in 2012-2013

- *Kent County Food Security Network* – Launch of a food security program to address food security in the region.
- *Social Entrepreneurship on Food Security* – Promotion of local economy and public education on healthy eating, workshops, collective kitchens, and partnerships with local farmers and businesses.
- *Community Learning Initiative* – Supports the after-school program on food security by offering workshops and cooking classes.
- *Manoir O'Leary Art Café* – Operation of a community garden and a coffee shop – social enterprise operated by the residents who are young adults with disabilities (social enterprise).
- Feasibility Study on a Community Loan Fund in Southeast New Brunswick.

Région 12

Réseau d'inclusion communautaire Péninsule acadienne

Hôte

Fondation communautaire de la Péninsule
acadienne / RIC Péninsule acadienne

Collectivités visées

Péninsule acadienne

Montant investi dans les projets par la SIÉS au 31 mars 2013

50 932 \$

Projets financés par la SIÉS en 2012-2013

- *Projet de transport* – Appuyer la mise en œuvre de la deuxième étape du projet de transport communautaire dans la Péninsule acadienne.
- Jardin communautaire à Saint-Isidore.

Region 12

Community Inclusion Network Acadian Peninsula

Host

Fondation communautaire de la Péninsule
acadienne / Acadian Peninsula CIN

Communities served

Acadian Peninsula

Amount invested in projects by ESIC as of March 31, 2013

\$50,932

Projects funded by ESIC in 2012-2013

- Transportation project – Support for the implementation of the second phase of the community transportation project on the Acadian Peninsula.
- Community Garden in Saint-Isidore.

Contexte historique du plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*

En octobre 2008, le gouvernement provincial a annoncé une initiative d'engagement du public qui offrait à la population du Nouveau-Brunswick la possibilité de participer aux efforts de réduction et de prévention de la pauvreté. Le gouvernement a décidé de faire participer toute la population à la recherche de solutions aux problèmes économiques et sociaux rattachés à la pauvreté.

Un processus de consultation exhaustif a ensuite été entrepris auprès d'environ 2 500 participants représentant le gouvernement, l'opposition officielle, le milieu des affaires, le secteur sans but lucratif et les personnes vivant ou ayant vécu dans la pauvreté. Le dialogue a été suivi d'une table ronde (été de 2009) et d'un forum final (novembre 2009) qui a abouti à l'élaboration du plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*. La Société d'inclusion économique et sociale a été créée au printemps de 2010 pour incuber, promouvoir et diriger le plan.

Le plan, qui s'étend sur cinq ans (de 2009 à 2014), comporte 22 actions prioritaires.

Plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*

Vision

Grâce à la coopération des gouvernements, des entreprises, du secteur sans but lucratif, des personnes vivant dans la pauvreté et des citoyens à titre individuel, tous les hommes, femmes et enfants du Nouveau-Brunswick disposeront des ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins fondamentaux tout en vivant dans la dignité, la sécurité et en bonne santé. De plus, tous les Néo-Brunswickois devraient être inclus en tant que citoyens à part entière, grâce à des possibilités d'emploi, de développement personnel et d'engagement communautaire.

Objectif global

D'ici 2015, le Nouveau-Brunswick parviendra à réduire la pauvreté monétaire de 25 p.100 et la pauvreté monétaire extrême de 50 p.100 et aura fait d'importants progrès en vue d'atteindre une inclusion économique et sociale soutenue.

Historical Background Summary of the *Overcoming Poverty Together* Plan

In October, 2008, the provincial government announced a public engagement initiative that gave New Brunswickers the opportunity to become involved in reducing and preventing poverty. It was decided that everyone should be included in finding solutions to the economic and social problems related to poverty.

A comprehensive consultation process was then conducted and included nearly 2,500 participants from the government, the official Opposition, the business community, the non-profit community as well as people living in or who have experienced poverty. A round table (Summer 2009) and a final forum (November 2009) followed the dialogue, leading to the development of the *Overcoming Poverty Together* (OPT) Plan. The Economic and Social Inclusion Corporation was created in the spring of 2010 to incubate, foster and drive the plan.

The plan, which spans over five years (from 2009 to 2014), is comprised of 22 priority actions.

***Overcoming Poverty Together* Plan**

Vision

Through the collaboration of governments, business and non-profit sectors, persons living in poverty and individuals; all men, women and children in New Brunswick, shall have the necessary resources to meet their basic needs and to live with dignity, security and good health. Furthermore, all New Brunswickers shall be included as full citizens through opportunities for employment, personal development and community engagement.

Global Objective

By 2015, New Brunswick will have reduced income poverty by 25 per cent and deep income poverty by 50 per cent and will have made significant progress in achieving sustained economic and social inclusion.

Présentation et responsabilité

Les membres présents au forum final ont convenu que le succès de l'initiative de réduction de la pauvreté repose sur la reconnaissance que tous les citoyens et secteurs de la société doivent jouer un rôle clé dans la réduction de la pauvreté. Il existe un engagement à poursuivre ce partenariat à l'intérieur d'un modèle de gouvernance qui comporte les éléments suivants :

1. Des réseaux d'inclusion communautaire économique et sociale sont formés à l'échelle locale et se composent de représentants des personnes vivant dans la pauvreté, du secteur sans but lucratif, du secteur des affaires et du gouvernement.
2. Un conseil provincial d'inclusion économique et sociale composé de représentants du gouvernement (ministres et sous-ministres), du secteur communautaire, des entreprises et des personnes à faible revenu, et présidé par quatre coprésidents.
3. Une unité de coordination qui fournit un soutien en matière de coordination et d'administration au conseil provincial et aux réseaux d'inclusion communautaire.

22 actions prioritaires de la SIÉS

Dès le début du plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*, les secteurs des affaires, sans but lucratif et du gouvernement, ainsi que des citoyens vivant ou ayant vécu dans la pauvreté, se sont entendus sur la mise en œuvre de 22 actions prioritaires au cours du plan de cinq ans. Une mise à jour de ces actions prioritaires est présentée à l'annexe 1 à la page 33.

Delivery and Accountability

Final Forum members agreed that the success of the poverty reduction initiative has its roots in the recognition that all citizens and sectors of society play a key role in the reduction of poverty. There is a commitment to continue this partnership in a governance model with the following components:

1. Community economic and social inclusion networks established at the local level composed of representatives of persons living in poverty, non-profit, business and government sectors.
2. A provincial economic and social inclusion board consisting of representatives of government (ministers and deputy ministers), community, business and low-income persons, presided over by four co-chairs.
3. A coordination unit providing coordination and administrative support to the board and community inclusion networks.

ESIC's 22 Priority Actions

Since the inception of the Overcoming Poverty Together Plan, the business, non-profit, and government sectors, together with citizens living or who have lived in poverty, agreed on the implementation of 22 priority actions over the course of the five-year plan. An update on these priority actions is presented in Appendix 1 on page 37.

Rencontres et présentations de la SIÉS par secteur d'activité

Gouvernement

Agence de la consommation en matière financière du Canada- Mois de la littératie financière
Agence du revenu du Canada
Coalition pour une saine alimentation et l'activité physique
CBDC (Corporations au bénéfice du développement communautaire)- Campbellton
Commissaire aux langues officielles
Commission des valeurs mobilières du NB
Donald Fraser Middle School – Plaster Rock
École Blanche Bourgeois, Cocagne
Habitation NB
Milltown Elementary School
Ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et travail, NB
Ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale, Québec
Ministère Communautés saines et inclusives, NB
Ministère du Développement social, NB
Ministère de la Santé, NB
Municipalité d'Edmundston
Municipalité de Grand-Sault
Secrétariat sans but lucratif et bénévole, gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador
Service Canada
St-Mary's Academy, Edmundston

Secteur des affaires

Co-operative Enterprise Council of New Brunswick
Northern Group of Companies, Grand-Sault
OC Transpo, Ottawa
Saskatchewan Transportation Company
SavoirSphere
Taxi-Bus, Edmundston

Secteur sans but lucratif

Association du logement sans but lucratif du NB
Atelier Tournesol, Edmundston
Banque alimentaire de Grand-Sault
Black's Harbour Cooking Club
École alternative, Bouctouche
Business Community Anti-Poverty Initiative, Saint John
Cé d'ici, Fredericton
Centraide
Centre d'intervention en troubles d'apprentissage, Saint-Basile
Centre de formation, Bouctouche
Centre de la petite enfance et de la famille La Boussole, Cocagne

ESIC meetings and presentations by activity sector

Government

Canadian Revenue Agency
Community Business Development Corporations, Campbellton
Commissioner of Official Languages, NB
Department of Employment and Social Solidarity, Quebec
Department of Healthy and Inclusive Communities, NB
Department of Health, NB
Department of Post-Secondary Education, Training and Labour, NB
Department of Social Development, NB
Donald Fraser Middle School, Plaster Rock
École Blanche-Bourgeois, Cocagne
Financial Consumer Agency of Canada – Financial Literacy Month
Healthy Eating Physical Activity Coalition
Milltown Elementary School
Municipality of Edmundston
Municipality of Grand Falls
NB Housing
New Brunswick Securities Commission
Service Canada
St. Mary's Academy, Edmundston
Voluntary and Non-Profit Secretariat, Government of Newfoundland and Labrador

Business Sector

Co-operative Enterprise Council of New Brunswick
Northern Group of Companies, Grand Falls
OC Transpo, Ottawa
Saskatchewan Transportation Company
SavoirSphere,
Taxi-Bus, Edmundston

Non-Profit Sector

Atelier Tournesol, Edmundston
Bathurst Youth Centre
Black's Harbour Cooking Club
Bouctouche Alternative School
Business Community Anti-Poverty Initiative, Saint John
Cé d'ici, Fredericton
Centre d'intervention en troubles d'apprentissage, Saint-Basile
Dexter Centre A.I.C., Grand Falls
Charlotte Co. Boys and Girls Club
Charlotte Dial-a-Ride
Comité diocésain pour la solidarité et la justice sociale, Edmundston

Centre de santé communautaire de Plaster Rock
Centre des jeunes de Bathurst
Centre Dexter AIC, Grand-Sault
Centre Idéal, Bathurst
Centre multifonctionnel de Richibucto
Charlotte Co. Boys and Girls Club
Charlotte Dial-a-ride
Comité diocésain, solidarité et justice sociale,
Edmundston
Enviro Plus
EOS Eco Energy, Tantramar
Family Resource Centre of Charlotte Co.
Fédération d'alphabétisation du N.-B.
Fredericton Community Kitchen
Fredericton Food Centre
Front Commun pour la Justice Sociale
Fundy Community Foundation
Go Transpo
Institut de la gestion financière du Canada
ITN America
Jardin communautaire de Kedgwick
Jardin communautaire de Saint-Quentin
John McKnight
L'Atelier R.A.D.O., Edmundston
La Bikery, Moncton
Leah Levac
Learn & Go, Vibrant Communities, Saint John
Literacy Bridges Reading Program, Bathurst
Littératie au primaire
Lotus Co-op, Moncton
Manoir O'Leary, Richibouctou
Miramichi Tutoring Center
Northside Youth Centre, Fredericton
Open for Business – Créer la vôtre, Centre
d'entrepreneurship du Restigouche, Campbellton
Open Sky, Sackville
Perth Andover Community Breakfast Program
Puits de Jacob, Kedgwick
Réseau d'action sur la sécurité alimentaire du NB
Réseau d'éducation financière du NB
Réseau de recherche en politique sociale du NB
Réseau des bénéficiaires en santé mentale du NB,
Edmundston
Rick Hutchins
Saint John Community Loan Fund
Saint John Early Learning Centre
Saint John Family Resource Centre
Saint John Learning Exchange
Saint John Transportation Committee
Saint Mary's University
Société Santé et Mieux-être en français du N.-B.
St Thomas University
Systema NB
Tamarack Insitute
Université de Moncton
UNB, Collège Renaissance, Fredericton

Common Front for Social Justice
Enviro Plus, Moncton
EOS Eco Energy, Tantramar
Family Resource Centre of Charlotte Co.
Fédération d'alphabétisation du NB
Financial Education Network, NB
Financial Management Institute of Canada
Fredericton Community Kitchen
Fredericton Food Centre
Fundy Community Foundation
GO Transpo
Grand Falls Food Bank
Ideal Centre, Bathurst
ITN America
John McKnight
Kedgwick community garden
L'Atelier R.A.D.O., Edmundston
La Bikery, Moncton
La Boussole Early Childhood and Family Centre,
Cocagne
Leah Levac
Learn & Go, Vibrant Communities Saint John
Literacy Bridges Reading Program, Bathurst
Litteracy – Primary School
Lotus Co-op, Moncton
Manoir O'Leary, Richibucto
Miramichi Tutoring Center
N.B. Food Security Action Network
N.B. Social Policy Research Network, Fredericton
NB Mental Health Consumers Network,
Edmundston
New Brunswick Non-Profit Housing Association
Northside Youth Centre, Fredericton
Open for Business – Créer la vôtre, Restigouche
Entrepreneurship Centre, Campbellton
Open Sky, Sackville
Perth Andover Community Breakfast Program
Plaster Rock Community Health Centre
Puits de Jacob, Kedgwick
Richibucto Multi-Purpose Centre
Rick Hutchins
Saint John Community Loan Fund
Saint John Early Learning Centre
Saint John Family Resource Centre
Saint John Learning Exchange
Saint John Transportation Committee
Saint Mary's University
Saint-Quentin Community Garden
Société Santé et Mieux-être en français du NB
St. Thomas University
Systema NB
Tamarack Insitute
Training Centre, Bouctouche
United Way
Université de Moncton
UNB Renaissance College, Fredericton

UNB, campus de Saint John
UNB, Centre Pond-Deshpande, Fredericton
Woodstock Knights Nutrition Program

Présentations de la SIÉS lors de conférences et colloques

Business Community Anti-Poverty Initiative, Saint John
Conférence de l'association du logement sans but lucratif du NB, Fredericton
Conférence sur l'entrepreneuriat, Centre Pond-Deshpande, UNB, Saint John
Dialogue sur les alternatives en matière de transport rural, Plaster Rock
Formation sur le Développement communautaire fondé sur les acquis avec John McKnight, Fredericton
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec
UNB, Collège Renaissance
Rencontre – *Cities Reducing Poverty*, Tamarak Institute, Kitchener-Waterloo
Réseau d'action sur la sécurité alimentaire du NB
Secrétariat sans but lucratif et bénévole gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador
St. Thomas University
Symposium sur le transport communautaire, Fredericton
UNB

UNB Saint John Campus
UNB Pond-Deshpande Centre
Woodstock Knights Nutrition Program

ESIC Presentations at Conferences and Symposia

Asset-Based Community Development with John McKnight, Fredericton
Business Community Anti-Poverty Initiative, Saint John
Conference of the N.B. Non-Profit Housing Association, Fredericton
Conference on Entrepreneurship, Pond-Deshpande Center, UNB, Saint John
Dialogue on rural transportation alternatives, Plaster Rock
Meeting on *Cities Reducing Poverty*, Tamarak Institute, Kitchener-Waterloo
New Brunswick Food Security Action Network
Department of Employment and Social Solidarity, Quebec
St. Thomas University
Symposium on Community Transportation, Fredericton
UNB, Renaissance College
UNB
Voluntary and Non-Profit Secretariat, Government of Newfoundland and Labrador

Langues officielles

La SIÉS reconnaît ses obligations en matière de langues officielles et s'est engagée à offrir activement et à fournir des services de qualité aux citoyens dans la langue officielle de leur choix et selon tous les modes de prestation de services. Les RIC et leurs partenaires sont aussi assujettis à la *Loi sur les langues officielles*.

La SIÉS s'efforce d'offrir ses services dans les deux langues officielles, non seulement pour se conformer à la Loi, mais surtout pour faire la promotion de la valeur d'inclusion bien ancrée et à la base de la Société et du plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*.

Une stratégie sur les langues officielles a été adoptée par la SIÉS à l'automne 2013. Cette stratégie vient consolider la position de la Société vis-à-vis des langues officielles. Elle fournit également aux RIC les outils nécessaires afin qu'ils puissent servir les Néo-Brunswick dans la langue officielle de leur choix.

Official Languages

ESIC recognizes its official languages obligations and is committed to actively offering and providing quality services to the public in the official language of their choice in all modes of service delivery. The CINs and their partners are also subject to the *Official Languages Act*.

ESIC strives to offer its services in both official languages, not only to comply with the Act, but particularly to promote the firmly entrenched value it places on inclusion, which is a crucial pillar of society and the *Overcoming Poverty Together Plan*.

ESIC adopted a strategy on official languages in the fall of 2013. This strategy reinforces the position of the Corporation vis-à-vis the official languages. It is also designed to provide the CINs with the appropriate tools required to serve New Brunswickers in the official language of their choice.

ANNEXE 1

(voir page 33)

22 actions prioritaires

LÉGENDE

TERMINÉE

L'initiative prioritaire est complétée et l'objectif a été atteint.

EN COURS

L'initiative prioritaire a débuté et le travail se poursuit en vue de son achèvement.

CONTINU

Progression continue. L'initiative prioritaire progresse de façon continue et ne fait pas l'objet d'une date finale d'achèvement.

APPENDIX 1

(see page 37)

22 priority actions

LEGEND

COMPLETED

The priority action is done and the objective has been attained.

IN PROGRESS

The priority action has started and is in progress towards completion.

ONGOING

Continual progress. The priority action is in continual progress and is not meant to have a final completion date.

INITIATIVES PRIORITAIRES	DÉTAILS DES INITIATIVES	ÉTAT DES INITIATIVES
OCCASIONS D'ÊTRE (répondre aux besoins fondamentaux)		
1. Réformer le système d'aide sociale au Nouveau-Brunswick		In Progress
IMMÉDIATEMENT	<ul style="list-style-type: none"> • Éliminer l'aide temporaire du programme d'aide au revenu (pour personne seule en mesure de travailler). → Terminé janvier 2010 • Prolonger la carte médicale pendant au moins trois ans pour les personnes qui quittent l'aide sociale, jusqu'à l'établissement du programme de médicaments sur ordonnance. → Terminé décembre 2009 • La politique économique relative aux ménages s'appliquera seulement aux bénéficiaires de l'aide au revenu qui sont en relation de couple. → Terminé janvier 2010 	
D'ICI CINQ ANS	<ul style="list-style-type: none"> • Passer d'un système basé sur les règles à un système basé sur les résultats; un système de gestion active des cas axée sur l'emploi. → En cours • Passer d'une aide passive à une aide axée sur l'emploi. → En cours • Mettre l'accent sur l'inclusion économique et sociale au lieu de la pauvreté monétaire. → En cours • Restructurer et augmenter les taux d'aide sociale, y compris établir un nouveau régime plus approprié pour les personnes handicapées. → En cours soumis au gouv • Effectuer une importante refonte de la politique économique des ménages. → En cours soumis au gouv • Instaurer un service dentaire et de la vue pour les enfants des familles à faible revenu avant le 1er avril 2011. → Terminé • Offrir plus de possibilités de gains monétaires lorsque les personnes font la transition vers le travail. → lancement 1^{er} sept. 2012 • Apporter des changements aux exemptions de salaire pour inclure un supplément au revenu. → En cours soumis au gouv • Élever le niveau de l'exemption des avoirs. → En cours • Lier, si possible, les prestations pour la garde d'enfants, l'aide au chauffage et la santé au revenu familial. → En cours 	
2. Créer un programme de médicaments sur ordonnance pour les personnes non-assurées	<ul style="list-style-type: none"> • Mandater la SIES de collaborer avec les intervenants afin d'établir les détails d'un programme de médicaments sur ordonnance pour les personnes non-assurées, dans le but d'établir progressivement le programme avant avril 2012. → Continu soumis au gouv 	
3. Augmenter le salaire minimum	<ul style="list-style-type: none"> • Le salaire minimum a augmenté à 10 \$ l'heure le 1er avril 2012; prévu pour septembre 2011 → Terminé le 1^{er} avril 2012 • Ajustement en fonction de l'inflation annuelle → En cours 	
4. Fournir un financement stable aux refuges pour sans-abris d'ici cinq ans	<ul style="list-style-type: none"> • 460 000 \$ pour la santé et la sécurité dans les abris pour itinérants (avril 2010). • 500 000 \$ pour le financement à long terme des abris (août 2010 et juin 2011) → Terminé • 250 000 \$ pour le financement à long terme des abris prévu pour mai 2012. 	
5. Prévoir des protections pour les locataires de chambres et pensions dans la loi de la location des locaux d'habitation	<ul style="list-style-type: none"> • Des modifications ont été apportées à la Loi de la location des locaux d'habitation pour protéger les résidents. → Terminé avril 2010 	
6. Fournir des fonds pour l'établissement de systèmes de transport communautaire alternatifs, tels que Dial A-Ride	<ul style="list-style-type: none"> • Un fonds de 900 000 \$ a été établi grâce à un partenariat entre la SIES et la Société de développement régional pour financer des projets de transport communautaire. → Continu 	
7. Élaborer et mettre en œuvre un modèle intégré de prestation des services axé sur les personnes à faible revenu	<ul style="list-style-type: none"> • Le ministère du Développement social a entamé un processus de planification stratégique qui inclura une analyse de son modèle de prestation de services pour s'assurer que les services sont axés sur les clients. → Continu 	
OCCASIONS POUR DEVENIR (l'apprentissage pour la vie et l'acquisition de compétences)		
8. Investir dans l'apprentissage précoce et les services de garde pour veiller à ce qu'au moins 20 p. 100 des nourrissons et 50 p. 100 des enfants de deux à cinq ans du Nouveau-Brunswick aient accès à une place en garderie réglementée	<ul style="list-style-type: none"> • Le 1^{er} février 2013, il y avait 22 587 places, une augmentation de 3 802 depuis le 31 mars 2010. • Le 1^{er} février 2013, il y avait 1 680 places pour enfants en bas âge, une augmentation de 309 places depuis le 31 mars 2010. → Continu • Le 1^{er} février 2013, il y avait 9 840 places pour enfants d'âge préscolaire (2 à 5 ans), une augmentation de 1 557 places depuis le 31 mars 2010. 	

INITIATIVES PRIORITAIRES	DÉTAILS DES INITIATIVES	ÉTAT DES INITIATIVES
<p>9. En collaboration avec les entreprises et le secteur sans but lucratif, offrir des services de mentorat en littératie à tous les élèves de 1re et de 2e années ayant de la difficulté en lecture, de sorte que chaque enfant puisse obtenir un diplôme avec suffisamment d'aptitudes en littératie et en numéracie, grâce au programme Littératie au primaire/Elementary Literacy</p>	<ul style="list-style-type: none"> Littératie au primaire/Elementary Literacy a été établi en mai 2009. Il s'agit d'un partenariat des secteurs public et privé, dont le but est d'améliorer les taux d'alphabétisation chez les enfants du primaire. L'organisme à but non lucratif fournit des tuteurs bénévoles après l'école aux enfants de la 1re à la 3e année qui ont des difficultés en lecture, dans les secteurs francophone et anglophone. <ul style="list-style-type: none"> Mise à jour 26 mars 2013 : Le programme ELF est actuellement offert dans 25 écoles anglophones et le programme CLEF dans 28 écoles francophones partout dans la province. Revoir le projet de protocole d'entente qui encourage les employés du gouvernement du Nouveau-Brunswick à participer en tant que tuteurs, leur donnant des congés payés s'ils participent. → Maintenir la croissance des programmes, ciblant des écoles supplémentaires durant l'année scolaire 2013, en organisant une campagne de marketing afin de recruter des bénévoles. → Le secteur anglophone s'attend de continuer à soutenir, par l'entremise d'un comité directeur, les organismes ELF et leurs efforts en vue de coordonner les tuteurs bénévoles en alphabétisation, pour les élèves de la 2e année, dans les écoles qui manifestent un intérêt pour ce programme. → <ul style="list-style-type: none"> Mise à jour 19 oct. 2012 : Le gouvernement a annoncé du financement pour cinq ans dans son budget du printemps. L'objectif est d'obtenir du financement viable et de recruter et former 2 200 tuteurs au cours des cinq prochaines années; et de jumeler des bénévoles après-écoles avec des élèves ayant des besoins en matière de littératie précoce dans 212 écoles du NB. Le secteur francophone a un programme appelé CLEF, qui a été mis à l'essai en 2009 et qui est maintenant établi dans 28 écoles. Le programme CLEF consiste à offrir du tutorat après les heures d'école et de l'encadrement individualisé pour les élèves de la 1re à la 3e année qui ont des difficultés en lecture et en écriture. Le secteur francophone a développé un guide pour le programme, et offre de la formation aux bénévoles. → <ul style="list-style-type: none"> Mise à jour 19 oct. 2012 : Le programme du secteur francophone fonctionne différemment. Bien que le financement proviendra toujours de Littératie au primaire, le recrutement et le financement des tuteurs se fera dans les écoles qui choisissent d'y participer. EDPE (secteur francophone) aidera à la coordination du programme et travaillera avec les districts à l'amélioration du programme. 	<p>Continu</p> <p>En cours</p> <p>En cours</p> <p>En cours</p> <p>En cours</p>
<p>10. Adopter une loi de l'apprentissage précoce et des services de garde</p>	<ul style="list-style-type: none"> En avril 2010, la Loi sur les garderies éducatives a reçu la sanction royale. → <ul style="list-style-type: none"> Mise à jour 25 mars 2013 : À la suite du transfert des responsabilités de DS vers EDPE, l'ancienne loi a été modifiée et renommée the Early Childhood Services Act/Loi sur les services à la petite enfance. Elle n'a pas encore reçu la sanction royale (consolidée en juin 2012). 	<p>En cours</p>
<p>11. La <i>Fondation McCain</i> financera cinq centres intégrés pour l'apprentissage précoce supplémentaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> Cinq sites de démonstration de centre de développement de la petite enfance ont été développés dans le cadre d'un pilote de trois ans, soit le projet de la <i>Fondation de la famille de Margaret et Wallace McCain</i>. Tous les sites, sauf un, sont officiellement ouverts. → <ul style="list-style-type: none"> Mise à jour 22 mars 2013 : Millville a retiré sa participation en tant que centre de développement de la petite enfance. Le rapport de la 3e année de recherche sur la petite enfance devrait être dévoilé au printemps 2013. Avec le lancement du plan d'action de 3 ans de EDPE <i>Les enfants d'abord</i>, qui devrait comprendre l'établissement de réseaux de services à la petite enfance, le gouvernement crée une fondation afin d'offrir davantage de services intégrés, coordonnés, inclusifs et uniformes aux enfants et aux familles du NB. 	<p>Terminé</p>

INITIATIVES PRIORITAIRES	DÉTAILS DES INITIATIVES	ÉTAT DES INITIATIVES
<p>12. Faire progresser le concept d'écoles communautaires avec un accent particulier sur la littératie, la numéracie, la dynamique de vie, l'apprentissage expérientiel, les métiers et l'éducation coopérative, et les activités parascolaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un fonds annuel de 1 million de dollars a été établi pour appuyer l'apprentissage communautaire (autrefois appelé écoles communautaires) en septembre 2010. Le fonds sera en vigueur jusqu'en 2015. La SIÉS administrera ce fonds et les programmes financés par le fonds seront mis en œuvre par les réseaux d'inclusion communautaire. → • Le ministère entreprendra une analyse de l'utilisation de ses écoles. Une partie de cette analyse permettra d'optimiser l'utilisation des écoles communautaires. → • Secteur francophone : 78 p. 100 des écoles (72 sur 93) sont déjà considérées comme des écoles communautaires et ont accès aux services d'un coordonnateur des écoles communautaires; 34 écoles ont été officiellement désignées et 39 écoles sont en attente. → • Secteur anglophone : analyse actuelle de la réussite du modèle d'écoles communautaires dans le secteur francophone et planification pour les prochaines étapes. 35 écoles communautaires sont actuellement désignées. Depuis la restructuration des districts, chaque district a maintenant un agent d'engagement communautaire et 22 coordinateurs d'écoles communautaires ont été embauchés dans la province afin de travailler directement avec les écoles en vue d'améliorer les programmes locaux. → 	<p>Continu</p> <p>Continu</p> <p>Continu</p> <p>Continu</p>
<p>13. Poursuivre la formation des enseignants afin d'élargir les programmes éducatifs pour répondre aux besoins des divers styles d'apprentissage</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le secteur anglophone du Ministère, en accord avec les quatre facultés anglaises d'éducation (UNB, UNB-SJ, Crandall et STU), a élaboré les normes de pratique pour les enseignants débutants du Nouveau-Brunswick. Les normes sont complétées; la formation des professeurs se poursuit. <p>Mise à jour 19 oct. 2012 : Le sous-ministre adjoint du secteur anglophone d'EDPE et le personnel des Services éducatifs ont rencontré les facultés d'éducation en 2011-2012 afin de discuter de la mise en œuvre des normes de pratique des enseignants en formation pré-service. Les normes ont été opérationnalisées à même les normes d'amélioration des écoles du NB et ont été mises en œuvre dans les 75 écoles</p> <ul style="list-style-type: none"> • La faculté de l'éducation de l'Université de Moncton a aussi préparé un « profil de sortie » pour les enseignants débutants. Le travail a été entrepris en 2010 en collaboration avec le secteur francophone du Ministère et les districts scolaires qui ont fourni des commentaires et des suggestions. Le « profil » établit des normes pour les enseignants débutants. L'Université de Moncton a développé une formation médiatisée destinée aux professeurs et aux professeurs en enseignement universitaire aux étudiantes et aux étudiants ayant un handicap. Cette formation comprend un module d'introduction et dix modules selon différents handicaps ou troubles d'apprentissage. Le début du programme était prévu à l'automne 2012. → 	<p>Terminé et continu</p> <p>Continu</p>
OCCASION D'APPARTENANCE (participation communautaire)		
<p>14. Élaborer une stratégie globale du logement qui porte sur les quartiers à revenu mixte, l'abordabilité, les logements avec services et les coopératives d'habitation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un cadre de travail sur le logement a été réalisé. Celui-ci guidera la province pour ce qui est d'augmenter la disponibilité des logements, d'assurer l'accès pour les personnes ayant un handicap et de réduire l'itinérance chronique. → 	<p>Terminé</p>
<p>15. Explorer la notion d'entreprises sociales et des fonds d'investissement communautaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La SIÉS a créé un comité consultatif sur l'entreprise sociale et les fonds d'investissement communautaire. <p>Mise à jour : Le comité a élaboré un plan-cadre pour le projet afin de développer un modèle d'entreprise sociale qui favorisera la croissance économique et sociale. Le comité a présenté son rapport et ses recommandations à la réunion du conseil d'administration de la SIÉS le 12 juin 2012. Le rapport sera présenté à CSI, EPFT, DS et DÉ en avril 2013 et à Finances en mai 2013.</p>	<p>Terminé le 12 juin 2012. Sera présenté au gouv en avril et mai 2013</p>

INITIATIVES PRIORITAIRES	DÉTAILS DES INITIATIVES	ÉTAT DES INITIATIVES
16 Renforcer la capacité des personnes à faible revenu à intégrer la main-d'œuvre qualifiée, grâce à la formation, à l'éducation et aux possibilités de bénévolat dans le cadre de la transition vers le travail, ainsi que la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • EPFT a dévoilé une nouvelle stratégie d'alphabétisation des adultes : <i>Travaillons ensemble pour l'Alphabétisation des adultes</i> : une Stratégie d'Alphabétisation des adultes pour Nouveau-Brunswick. La stratégie est axée sur quatre priorités : réduire les obstacles et accroître la participation; augmenter le nombre et l'éventail des possibilités d'apprentissage; assurer la qualité et l'efficacité des programmes d'alphabétisation des adultes, et renforcer les partenariats afin de développer un système efficace d'alphabétisation pour adultes. La stratégie engage des intervenants du secteur privé, du secteur bénévole et de plusieurs ministères du gouvernement dans l'amélioration du système d'alphabétisation pour adultes au Nouveau-Brunswick. (février 2011). • Un plan stratégique de trois ans sera mis en place pour les compétences essentielles au travail (CET) ; le programme est en voie d'élaboration. (2011-2012). 	<p>→ La stratégie est terminée; la formation continue</p> <p>→ En cours</p>
17. Réduire les obstacles à l'éducation permanente, la rendant plus accessible et abordable	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis décembre 2009, les investissements gouvernementaux pour améliorer l'accès aux études postsecondaires comprennent 1 million de dollars pour des places supplémentaires au Collège communautaire du Nouveau-Brunswick et au New Brunswick Community College. • Le Nouveau-Brunswick a investi plus de 1 million de dollars pour aider les Autochtones à poursuivre des études postsecondaires. (janvier 2009). • Le Nouveau-Brunswick a annoncé un gel des droits de scolarité dans les quatre universités publiques et dans les collèges communautaires (janvier 2010). En 2011 et 2012, les collèges ont imposé de modestes augmentations des frais de 200\$ par année. • Des projets ayant comme objectif d'accroître la participation des Autochtones dans l'éducation postsecondaire sont en cours. Projets dont l'objectif est d'accroître la participation des groupes sous-représentés comme les Autochtones, les personnes avec des handicaps, les personnes demeurant dans des régions rurales, des hommes, des apprenants du programme Second Chance Learners en éducation postsecondaire. • Les projets visant à accroître l'accès au Collège communautaire du Nouveau-Brunswick et au New Brunswick Community College sont en cours. En septembre 2011, le gouvernement a investi 3,5 millions de dollars pour des places supplémentaires. En 2012-2013, le gouvernement a ajouté 1,13 million de dollars de plus pour des sièges supplémentaires. • En 2011-2012, le financement pour l'amélioration de l'accès aux études postsecondaires pour les familles à faible revenu a augmenté à 1,5 million de dollars. 	<p>→ Continu</p> <p>→ En cours</p> <p>→ Continu</p> <p>→ Continu</p>
18. Élaborer une campagne de sensibilisation à la réussite de la stratégie de réduction de la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> • Un plan de communications a été élaboré pour la SIÉS et les RIC et a été présenté au CA de la SIÉS le 23 octobre 2012. Mise à jour : La SIÉS communique régulièrement avec les RIC, les divers secteurs et les ministères gouvernementaux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du NB. Le plan de communication de la SIÉS aide les RIC dans la promotion de leurs activités de sensibilisation publiques dans le cadre de leurs plans régionaux de réduction de la pauvreté. 	<p>→ Continu</p>
19. Adopter la <i>Loi sur l'inclusion économique et sociale</i>	<ul style="list-style-type: none"> • La <i>Loi sur l'inclusion économique et sociale</i> a reçu la sanction royale 	<p>→ Terminé avril 2010</p>
20. Créer la Société d'inclusion économique et sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Le conseil d'administration et la Société ont été créés en juin 2010. Le conseil d'administration surveille la mise en œuvre et l'évaluation de la <i>Loi sur l'inclusion économique et sociale</i>. 	<p>→ Terminé</p>
21. Créer trois comités aviseurs de la Société d'inclusion économique et sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Les trois comités aviseurs de la Société d'inclusion économique et sociale ont été créés pour fournir un apport sur la réforme de l'aide sociale, sur les prestations en matière de santé et sur l'entreprise sociale et le fonds d'investissement communautaire 	<p>→ Terminé les réunions continuent</p>
22. Créer des réseaux d'inclusion communautaire (RIC)	<ul style="list-style-type: none"> • Les 12 réseaux d'inclusion communautaire ont été établis et approuvés par le conseil d'administration 	<p>→ Terminé juin 2011</p>

Priority Action	Action Details	Status of Actions
OPPORTUNITIES FOR BEING (meeting basic needs)		
1. Reform the New Brunswick Social Assistance system as follows:		In Progress
IMMEDIATE	<ul style="list-style-type: none"> Elimination of the interim social assistance rate program (single employable people). → Extend health card for persons exiting social assistance for up to 3 years until prescription drug program is introduced. → The household income policy will only be applied to social assistance recipients who are in spousal relationships. → 	<p>Completed January 2010</p> <p>Completed December 2009</p> <p>Completed January 2010</p>
OVER FIVE YEARS	<ul style="list-style-type: none"> Move from rules based to outcome based system - an active case management system with an employment orientation. → Move from passive assistance to employment orientation. → Move from focus on income poverty to social and economic inclusion. → Restructure and increase social assistance rates including a new regime more appropriate for persons with disabilities. → Significant overhaul of household income policy → Introduction of vision and dental care for children in low-income families by April 1, 2011 → Provide more opportunities to keep earned income as individuals transition to work. → Reform wage exemptions to include a working income supplement. → Raise allowable asset exemption. → Link benefits such as child care, home heating and health to household income to the extent possible. → 	<p>In Progress</p> <p>In Progress</p> <p>In Progress</p> <p>In Progress Submitted to Gvt.</p> <p>In Progress Submitted to Gvt.</p> <p>Completed Launched Sept 1, 2012</p> <p>In Progress Submitted to Gvt.</p> <p>In Progress Submitted to Gvt.</p> <p>In Progress</p> <p>In Progress</p>
2. Create a prescription drug program for non-insured citizens	<ul style="list-style-type: none"> ESIC to work together with stakeholders to determine the details of a prescription drug program for non-insured citizens with the goal of starting to phase in the program by April 2012. → 	Ongoing Submitted to Gvt.
3. Minimum Wage Increase	<ul style="list-style-type: none"> Minimum wage increase to \$10 per hour scheduled for September 2011. → Adjustment with inflation annually → 	<p>Completed April 1, 2012</p> <p>In Progress</p>
4. Provide stable funding for homeless shelters within five years	<ul style="list-style-type: none"> \$460,000 to alleviate health and safety concerns in homeless shelters. (April 2010). → \$500,000 for long term funding of shelters. (August 2010 & June 2011). → \$250,000 for long term funding of shelters scheduled for May 2012. → 	Completed
5. Include protection for Roomers and Boarders in Residential Tenancies Act	<ul style="list-style-type: none"> Amendments were made to the Residential Tenancies Act to protect boarders. → 	Completed April 2010
6. Provide funding for community transportation alternatives. (such as Dial-a-Ride)	<ul style="list-style-type: none"> A \$900,000 fund has been established in partnership between ESIC and the Regional Development Corporation to finance community based transportation projects. → 	Ongoing
7. Develop and implement an integrated service delivery model focused on low income people	<ul style="list-style-type: none"> Social Development has commenced a strategic planning process which will include a review of its service delivery model to ensure that it is client focused. → 	Ongoing
OPPORTUNITIES FOR BECOMING (life-long learning and skills acquisition)		
8. Invest in early learning and child care to ensure that a minimum of 20% of infants and 50% of 2 to 5 year olds in New Brunswick may access a registered early learning space	<ul style="list-style-type: none"> As of February 1, 2013, there were 22,587 licensed spaces which is an increase of 3,802 since March 31, 2010. → As of February 1, 2013 there were 1,680 infant spaces, an increase of 309 spaces since March 31, 2010. → As of February 1, 2013 there were 9,840 preschool spaces (2-5), an increase of 1,557 spaces since March 31, 2010. → 	Ongoing

Priority Action	Action Details	Status of Actions
<p>9. Provide a literacy mentor, through collaboration with the business and non-profit sectors to every student in grades one and two who is struggling to read, so that every child may graduate with adequate literacy and numeracy skills through the leadership of Elementary Literacy/Littératie au primaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="467 342 1161 457"> <p>• Elementary Literacy/Littératie au Primaire program was established in May 2009, as a public/private sector partnership, with the aim of improving literacy rates in elementary school children. The non-profit organization provides after school volunteer tutors to children struggling to read in grades 1 through 3 in both the anglophone and francophone sectors.</p> <p style="text-align: center;">As of March 26, 2013: The ELF Program is currently in 25 schools (English) and the Programme CLEF is currently being delivered in 28 schools (French) throughout the Province.</p> <li data-bbox="467 552 1161 625"> <p>• Revisit the proposed memorandum of understanding that would encourage GNB employees to participate as tutors, allowing time off with pay to participate.</p> <li data-bbox="467 636 1161 709"> <p>• Continue the growth of the Programs, targeting additional schools in the 2013 school year, as well as organizing a marketing campaign to recruit volunteers.</p> <li data-bbox="467 720 1161 793"> <p>• The Anglophone sector will continue to support, through steering committee work, the ELF organizations efforts to coordinate volunteer literacy tutors to grade 2 students in schools which express interest in this program.</p> <p style="text-align: center;">As of October 19, 2012: Five-year funding for this program was announced in the Government's spring budget. The goal is to raise funds for sustainability and to recruit and train 2200 tutors over the next five years to match after-school volunteers to students in need of literacy support at the early years for 212 NB schools.</p> <li data-bbox="467 930 1161 1066"> <p>• The francophone sector has a programme called CLEF, which was piloted in 2009, is now established in 28 schools. CLEF consists of literacy centers established in the schools which provide after-school individualized tutoring and mentoring for Grade 1-3 students who have reading and writing difficulties. The francophone sector has developed a guide for the program and provides training to volunteers.</p> <p style="text-align: center;">As of October 19: The program works differently within the francophone sector. Although the funding will continue to come from Littératie au Primaire, the recruitment and training of tutors will be done in the schools that chose to participate. EECD (francophone sector), helps coordinate the program and works with the districts to continuously improve the program.</p> 	<p style="text-align: right;">→ Ongoing</p> <p style="text-align: right;">→ In Progress</p>
<p>10. Introduce an Early Learning and Child Care Act</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="467 1224 1161 1360"> <p>• The Early Learning and Child Care Act was assented in April 2010.</p> <p style="text-align: center;">As of March 25, 2013: With the transfer of responsibilities from SD to EECD, the previous Act was amended and renamed the Early Childhood Services Act/Loi sur les services à la petite enfance, not yet proclaimed (consolidated in June 2012).</p> 	<p style="text-align: right;">→ In Progress</p>
<p>11. The McCain Foundation will fund 5 additional integrated early learning sites</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="467 1381 1161 1680"> <p>• Five early childhood development center demonstration sites were developed as part of a three year pilot project by the Margaret and Wallace McCain Family Foundation. All but one of these sites have been officially opened.</p> <p style="text-align: center;">As of March 22, 2013: Millville withdrew its participation as an early childhood development centre. The Year Three Research Report NB Early Childhood Centres should be released in the spring 2013. With the launch of EECD's three year action plan entitled Putting Children First which includes the establishment of early childhood services networks; government is creating the foundation to provide more integrated, coordinated, inclusive and seamless services to NB children and their families.</p> 	<p style="text-align: right;">→ Completed</p>

Priority Action	Action Details	Status of Actions
<p>12. Advance the community schools concept with a particular focus on literacy and numeracy, life skills, experiential learning, trades and cooperative education and extra-curricular activities</p>	<ul style="list-style-type: none"> A \$1 million annual fund to support community learning (formally called community schools) has been developed in September 2010. The fund will operate until 2015. ESIC will administer this fund and programs for the fund will be implemented by the Community Inclusion Networks. → The Department will be undertaking an analysis of the utilization of its schools. Part of that analysis will involve ensuring that we are maximizing our community use of schools. → Francophone sector: Francophone sector: 78% of schools (72 of 93) are already considered community schools and benefit from the services of a community schools coordinator; 34 have been officially designated and 39 are pending. → Anglophone sector: Currently analyzing success of community schools model and examining model in Francophone Sector to inform planning for next steps. 35 schools are still designated community schools. In the restructuring of districts each now has a Community Engagement Officer and 22 Community Schools Coordinators hired across the province to work directly with schools to enhance localized programs. → 	<p>Ongoing</p> <p>Ongoing</p> <p>Ongoing</p> <p>Ongoing</p>
<p>13. Continue training teachers to expand educational programs to accommodate diverse learning styles</p>	<ul style="list-style-type: none"> The Anglophone sector of the Department, in agreement with the four English Faculties of Education (UNB, UNB-SJ, Crandall and STU) has developed standards of practice for beginning teachers in New Brunswick. The work on the standards has been completed; the training of the teachers is ongoing <p>As of October 19th, 2012: The Anglophone ADM of EECD and staff from the Educational Services Division met with all faculties of education during the 2011-12 school year to discuss how the teacher standards were being implemented in pre service training. The standards are being operationalized within the NB School Improvement Standards and have therefore been introduced in 75 schools.</p> <ul style="list-style-type: none"> The Université de Moncton's Faculty of Education has also prepared a "profil de sortie" for beginning teachers. Work was undertaken in 2010 in collaboration with the Francophone sector of the Department and school districts that provided feedback and suggestions. The "profil" establishes standards for beginning teachers. The Université de Moncton has developed a training program aimed at professors and university professors for students and students with disabilities. This on-line training includes an introductory module and ten modules with different learning disabilities or handicaps. The modules were scheduled to be launched in the fall of 2012. → 	<p>Completed & Ongoing</p> <p>Ongoing</p>
OPPORTUNITIES FOR BELONGING (COMMUNITY PARTICIPATION)		
<p>14. Develop a comprehensive housing strategy that enables mixed income neighbourhoods, affordability, supported housing options, and Co-op housing</p>	<ul style="list-style-type: none"> A Housing Framework has been completed which will guide the province in increasing the availability of housing, ensuring access for persons with disabilities, and reducing chronic homelessness. → 	<p>Completed</p>
<p>15. Explore the concept of social enterprise and community investment funds</p>	<ul style="list-style-type: none"> ESIC has created an Advisory Committee on Social Enterprise and Community Investment funds. Update: The Committee has developed a project plan framework to develop a social enterprise model that will foster social and economic growth. The report with recommendations for action was presented to the ESIC board at the June 12, 2012 meeting. The report will be presented to HIC, PETL, SD and Economic Development in April and to Finance in May 2013. → 	<p>Completed June 12, 2012. Will be presented to Gvt in April and May 2013</p>

Priority Action	Action Details	Status of Actions
16. Strengthen the ability of low-income people to enter the skilled work force through the provision of training, education and volunteer opportunities as part of the transition to work as well as job training	<ul style="list-style-type: none"> • PETL unveiled a new adult literacy strategy, Working Together for Adult Literacy: An Adult Literacy Strategy for New Brunswick. The strategy focuses on four priorities: reducing barriers and increasing participation; increasing the number and range of learning opportunities; ensuring the quality and effectiveness of adult literacy programs; and strengthening partnerships to develop an effective adult literacy system (February 2011). • A three-year strategic plan for the Workplace Essential Skills program is in development (2011-2012). 	<ul style="list-style-type: none"> → The strategy is completed; training is ongoing. → In Progress
17. Reduce Barriers to Continuing Education making it more accessible and affordable	<ul style="list-style-type: none"> • Since December 2009, government investments in increasing access to post-secondary education included \$1 million in additional training seats at the New Brunswick Community College and Collège communautaire du Nouveau-Brunswick. • New Brunswick invested more than \$1 million to help Aboriginal persons pursue post-secondary education. (January 2009). • New Brunswick announced tuition freezes at the four public universities and community colleges. (January 2010). In 2011 and 2012, the colleges made modest increases to tuitions fees of \$200 per year. • Projects with the objective of increasing the participation of Aboriginal persons in post-secondary education are ongoing. • Projects with the objective of increasing the participation of underrepresented groups such as Aboriginals, persons with disabilities, persons from rural areas, males, second chance learners in post-secondary education. • Projects aimed at increasing access to New Brunswick Community College and Collège communautaire du-Nouveau-Brunswick campuses are ongoing. • In September 2011, Government invested \$3.5 million in additional training seats. In 2012-2013, Government added an additional \$1.13 million in additional training seats. • In 2011-2012, funding for improving access to post-secondary education for families with lower incomes was increased to \$1.5 million. 	<ul style="list-style-type: none"> → Ongoing → In Progress → Ongoing → Ongoing
18. Develop a public awareness campaign which is critical to the success of the poverty reduction strategy	<ul style="list-style-type: none"> • Communications plan has been developed for ESIC and the CINs and was presented to the ESIC Board on October 23, 2012. • Update: ESIC communicates on an ongoing basis with the CINs, the various sectors, and government departments, both within and outside NB. The use of ESIC's communication plan has assisted the CINs with their regional public awareness activities concerning their regional poverty reduction plan and their program initiatives. 	<ul style="list-style-type: none"> → Ongoing
19. Pass the Economic and Social Inclusion Act	<ul style="list-style-type: none"> • The Economic and Social Inclusion Act received Royal Assent. 	<ul style="list-style-type: none"> → Completed April 2010
20. Create the Economic and Social Inclusion Corporation	<ul style="list-style-type: none"> • The Board and Corporation were created in June 2010 with a Board of Directors who oversees implementation and evaluation of the Economic and Social Inclusion Act. 	<ul style="list-style-type: none"> → Completed
21. Create three advisory committees of ESIC	<ul style="list-style-type: none"> • The three Advisory Committees were created in November 2010 to provide input on Social Assistance Reform, Health Benefits, Social Enterprise and Community Investment Funds 	<ul style="list-style-type: none"> → Completed
22. Create Community Inclusion Networks (CINs)	<ul style="list-style-type: none"> • All 12 Community Inclusion Networks have been established and approved by the Board of Directors. 	<ul style="list-style-type: none"> → Completed June 2011

**Société d'inclusion économique et sociale
du Nouveau-Brunswick**

**États financiers
Le 31 mars 2013**

**New Brunswick Economic and
Social Inclusion Corporation**

**Financial Statements
March 31, 2013**

Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Table des matières

Le 31 mars 2013

	Page
Rapport du vérificateur indépendant	
États financiers	
État de la situation financière	1
État des résultats et de l'évolution de l'excédent accumulé	2
État des flux de trésorerie	3
Notes afférentes aux états financiers	4 - 6



New Brunswick Economic and Social Inclusion Corporation

Table of Contents

March 31, 2013

	Page
Independent Auditor's Report	
Financial Statements	
Statement of Financial Position	1
Statement of Operations and Changes in Accumulated Surplus	2
Statement of Cash Flows	3
Notes to Financial Statements	4 - 6



Rapport du vérificateur indépendant

À l'intention du : Conseil d'administration de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Rapport sur les états financiers

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2013, l'état des résultats et de l'évolution de l'excédent accumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un sommaire des principales conventions comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité du vérificateur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre vérification. Nous avons effectué notre vérification selon les normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons la vérification de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Une vérification nécessite la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du vérificateur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, le vérificateur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures de vérification appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Une vérification comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion de vérification.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick au 31 mars 2013, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Autre question

L'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats et de l'évolution de l'excédent accumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 ont été vérifiés par un autre cabinet de comptables agréés.



Independent Auditor's Report

To: The Board of Directors of New Brunswick Economic and Social Inclusion Corporation

Report on the Financial Statements

We have audited the accompanying financial statements of New Brunswick Economic and Social Inclusion Corporation, which comprise the statement of financial position as at March 31, 2013, and the statements of operations and change in accumulated surplus and cash flows for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Canadian public sector accounting standards, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the organization's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the organization's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of New Brunswick Economic and Social Inclusion Corporation as at March 31, 2013, and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian public sector accounting standards.

Other Matter

The statement of financial position as at March 31, 2012, and the statements of operations and change in accumulated surplus and cash flows for the year ended March 31, 2012, were audited by another firm of chartered accountants.

Fredericton, New Brunswick
June 13, 2014


Chartered Accountants

Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

État de la situation financière

Le 31 mars 2013

	2013	2012
ACTIF FINANCIER		
À recevoir d'un apparenté, le gouvernement du Nouveau-Brunswick (note 3)	<u>2 033 347 \$</u>	<u>1 671 126 \$</u>
ACTIF NON FINANCIER	2 033 347	1 671 126
Immobilisations (note 4)	<u>-</u>	<u>13 281</u>
	<u>2 033 347 \$</u>	<u>1 684 407 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	28 152 \$	43 015 \$
EXCÉDENT ACCUMULÉ		
Excédent	<u>2 005 195</u>	<u>1 641 392</u>
	<u>2 033 347 \$</u>	<u>1 684 407 \$</u>

Approuvé au nom du conseil d'administration

Administrateur



Administrateur



New Brunswick Economic and Social Inclusion Corporation

Statement of Financial Position

As at March 31, 2013

	2013	2012
FINANCIAL ASSETS		
Due from related party, Province of New Brunswick (note 3)	\$ 2,033,347	\$ 1,671,126
NON-FINANCIAL ASSETS		
Capital assets (note 4)	2,033,347	1,671,126
	<u>-</u>	<u>13,281</u>
	<u>\$ 2,033,347</u>	<u>\$ 1,684,407</u>
LIABILITY		
Accounts payable and accrued liabilities (note 5)	\$ 28,152	\$ 43,015
ACCUMULATED SURPLUS		
Surplus	<u>2,005,195</u>	<u>1,641,392</u>
	<u>\$ 2,033,347</u>	<u>\$ 1,684,407</u>

Approved on behalf of the Board:

Director



Director



Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

État des résultats et de l'évolution de l'excédent accumulé

Exercice terminé le 31 mars 2013

	2013	2012
Recettes		
Province du Nouveau-Brunswick	2 789 000 \$	1 880 000 \$
Société de développement régional - Transport communautaire	-	160 659
	<u>2 789 000</u>	<u>2 040 659</u>
Dépenses liées aux programmes		
Réseaux d'inclusion communautaire	775 000	737 055
Subventions pour l'apprentissage communautaire	620 121	354 935
Subventions pour le transport communautaire	348 648	160 659
Dépenses du conseil d'administration	68 538	36 284
	<u>1 812 307</u>	<u>1 288 933</u>
Charges d'exploitation		
Salaires et avantages connexes	458 077	375 126
Services	87 888	68 313
Déplacements	26 848	20 140
Comités consultatifs	17 309	39 469
Frais informatiques	14 750	3 126
Téléphone	6 830	5 362
Fournitures	1 188	2 511
Amortissement	-	6 640
	<u>612 890</u>	<u>520 687</u>
Excédent des recettes sur les dépenses	363 803	231 039
Évolution de l'excédent accumulé, à l'ouverture	<u>1 641 392</u>	<u>1 410 353</u>
Évolution de l'excédent accumulé, à la clôture	<u><u>2 005 195 \$</u></u>	<u><u>1 641 392 \$</u></u>

New Brunswick Economic and Social Inclusion Corporation

Statement of Operations and Changes in Accumulated Surplus

Year ended March 31, 2013

	2013	2012
Revenues		
Province of New Brunswick	\$ 2,789,000	\$ 1,880,000
Regional Development Corporation - Community Transportation	<u>-</u>	<u>160,659</u>
	<u>2,789,000</u>	<u>2,040,659</u>
Program spending		
Community Inclusion Networks	775,000	737,055
Community Learning Grants	620,121	354,935
Community Transportation Grants	348,648	160,659
Board expenses	<u>68,538</u>	<u>36,284</u>
	<u>1,812,307</u>	<u>1,288,933</u>
Operating expenses		
Salaries and related benefits	458,077	375,126
Services	87,888	68,313
Travel	26,848	20,140
Advisory committees	17,309	39,469
Computer expenses	14,750	3,126
Telephone	6,830	5,362
Supplies	1,188	2,511
Amortization	<u>-</u>	<u>6,640</u>
	<u>612,890</u>	<u>520,687</u>
Excess of revenues over expenses	363,803	231,039
Accumulated surplus, opening	<u>1,641,392</u>	<u>1,410,353</u>
Accumulated surplus, closing	<u>\$ 2,005,195</u>	<u>\$ 1,641,392</u>

Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

État des flux de trésorerie
Exercice terminé le 31 mars 2013

	2013	2012
Activités d'exploitation		
Encaissements provenant de la Province du Nouveau-Brunswick	2 426 779 \$	1 812 372 \$
Décaissements destinés aux fournisseurs et aux employés	<u>(2 426 779)</u>	<u>(1 812 372)</u>
Variation de l'encaisse	-	-
Trésorerie à l'ouverture	<u>-</u>	<u>-</u>
Trésorerie à la clôture	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>

New Brunswick Economic and Social Inclusion Corporation

Statement of Cash Flows
Year ended March 31, 2013

	2013	2012
Operating activities		
Cash received - Province of New Brunswick	\$ 2,426,779	\$ 1,812,372
Cash paid to suppliers and employees	<u>(2,426,779)</u>	<u>(1,812,372)</u>
Change in cash position	-	-
Cash, opening	<u>-</u>	<u>-</u>
Cash, closing	<u>\$ -</u>	<u>\$ -</u>

Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2013

1. Nature des activités

La Société d'inclusion économique et sociale est une société de la Couronne du Nouveau-Brunswick créée en vertu d'une loi spéciale le 16 avril 2010. La Société est exonérée d'impôt selon l'alinéa 149(1)(d) de la LIR.

Cette société a été créée dans le cadre du plan provincial pour assurer le partenariat continu des citoyens du Nouveau-Brunswick à l'élaboration, à l'adoption, à la mise en œuvre et à l'évaluation du Plan d'inclusion économique et sociale. La vision du Plan consiste à faire en sorte que tous les citoyens disposent des ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins fondamentaux tout en vivant dans la dignité, dans la sécurité et en bonne santé.

Les buts et objets premiers de la Société sont les suivants:

- a) assurer la mise en œuvre et l'évaluation du plan provincial ainsi que l'élaboration et l'adoption de tout autre plan d'inclusion économique et sociale;
- b) coordonner et appuyer les réseaux d'inclusion communautaires dans l'élaboration de leurs plans locaux et la réalisation des objectifs du plan provincial énoncés dans leurs plans locaux;
- c) gérer le Fonds de l'inclusion économique et sociale créé en vertu de la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*;
- d) exercer les autres activités ou fonctions qu'autorisent ou exigent la *Loi sur l'inclusion économique et sociale* et les règlements connexes, tel que l'ordonne le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les principales conventions comptables sont les suivantes :

(a) Constatation des produits

La Société suit la méthode du report pour la constatation des subventions reçues à l'égard d'activités et de projets particuliers. Les subventions à utiliser à des fins déterminées sont comptabilisées à titre de produits au cours de la période où les charges connexes sont engagées. Lorsqu'une partie d'une subvention se rapporte à une période ultérieure, elle est reportée et constatée au cours de la période suivante.

Les subventions non affectées sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les subventions approuvées mais non reçues à la fin d'une période comptable sont constatées par régularisation.

La société reçoit actuellement la totalité de son financement du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

New Brunswick Economic and Social Inclusion Corporation

Notes to Financial Statements

March 31, 2013

1. Nature of operations

New Brunswick Economic and Social Inclusion Corporation is a Province of New Brunswick Crown Corporation created by special act on April 16, 2010. The corporation is exempt from income taxes under ITA 149(1)(d).

This corporation was created as part of the Provincial Plan for the continued partnership of the citizens of New Brunswick in the development, adoption, implementation and evaluation of the Economic and Social Inclusion Plan. The Plan's vision is that all citizens shall have the necessary resources to meet their basic needs and to live with dignity, security and good health.

The primary objectives and purposes of the corporation are as follows:

- (a) to lead the implementation and evaluation of the Provincial Plan and the development and adoption of other Economic and Social Inclusion Plans;
- (b) to coordinate and support community inclusion networks in the development of their local plans and in the implementation of the objectives of the Provincial Plan set out in their local plans;
- (c) to manage the Economic and Social Inclusion Fund established under the Economic and Social Inclusion Act;
- (d) to carry out the other activities or duties authorized or required by the Economic and Social Inclusion Act and regulations, as directed by the Lieutenant-Governor in Council.

2. Significant accounting policies

These financial statements are prepared in accordance with Canadian public sector accounting standards. The significant policies are detailed as follows:

(a) Revenue recognition

The corporation follows the deferral method of accounting for grants received for operations and specific projects. Grants to be used for restricted purposes are recognized as revenue in the period in which the related expenditures are incurred. When a portion of a grant relates to a future period, it is deferred and recognized in the subsequent period.

Unrestricted grants are recognized as revenue when received or receivable if the amount to be received can be reasonably estimated and collection is reasonably assured. Grants approved but not received at the end of an accounting period are accrued.

The corporation currently receives all of its funding from the Province of New Brunswick.

Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2013

2. Principales conventions comptables (suite)

(b) Apports reçus sous forme de fournitures et de services

Le gouvernement du Nouveau Brunswick procure sans frais divers fournitures et services à la Société, notamment les immobilisations, la technologie de l'information, les services comptables et de ressources humaines, les frais d'occupation et autres services de soutien administratif. En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de fournitures et de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les présents états financiers.

(c) Régimes de retraite et autres régimes d'avantages complémentaires de retraite

Les employés à temps plein de la Société cotisent au régime de pension de retraite de la fonction publique de Nouveau-Brunswick. Le régime de retraite est défini comme un régime interentreprises à prestations déterminées auquel cotisent la Société et ses employés. Les cotisations de l'employeur à ce régime sont comptabilisées comme un régime à cotisations déterminées, puisque l'obligation de la Société se limite au montant de ces cotisations.

(d) Instruments financiers

L'organisation évalue initialement son actif et son passif financiers à la juste valeur marchande, sauf pour certaines opérations avec lien de dépendance. La Société évalue ultérieurement son actif et son passif financiers au coût amorti, à l'exception des titres cotés sur un marché actif, qui sont inscrits subséquemment à leur juste valeur.

L'actif financier évalué au coût amorti comprend les débiteurs. Le passif financier évalué au coût amorti comprend les créditeurs et les charges à payer.

(e) Incertitude d'évaluation

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses comptables ayant une incidence sur les montants déclarés de l'actif et du passif et sur la présentation du passif éventuel à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés des recettes et des charges constatées au cours de la période visée. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

New Brunswick Economic and Social Inclusion Corporation

Notes to Financial Statements

March 31, 2013

2. Significant accounting policies, continued

(b) Contributed materials and services

The Province of New Brunswick provides various materials and services to the company without charge including fixed assets, information technology, human resource, occupancy, accounting and other administrative support. Because of the difficulty of determining their fair value, contributed materials and services are not recognized in the financial statements.

(c) Pension plans and other retirement benefit plans

Full-time employees of the corporation are members of the New Brunswick Public Service Superannuation Plan. The plan is a defined benefit multi-employer plan under which contributions are made by both the corporation and its employees. The employer's contributions to the plan are accounted for as a defined contribution plan, as the corporation's obligation is limited to the amount of these contributions.

(d) Financial instruments

The organization initially measures its financial assets and liabilities at fair value, except for certain non-arm's length transactions. The company subsequently measures its financial assets and financial liabilities at amortized cost, except for securities quoted in an active market, which are subsequently measured at fair value.

Financial assets measured at amortized cost include accounts receivable. Financial liabilities measured at amortized cost include accounts payable, and accrued liabilities.

(e) Measurement uncertainty

The preparation of financial statements in conformity with Canadian public sector accounting standards requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosures of contingent liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenses during the reported period. Actual results could differ from those estimates.

Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2013

3. Opérations entre apparentés

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick paie la totalité des frais au nom de la Société tout au long de l'exercice.

Le montant à recevoir du gouvernement du Nouveau-Brunswick représente le montant dû à la Société pour l'excédent du financement approuvé sur les dépenses engagées.

Au cours de l'exercice, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a autorisé un financement totalisant 2 789 000 \$ (2012 - 2 040 569 \$).

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Gouvernement du Nouveau-Brunswick	<u>2 033 347 \$</u>	<u>1 671 126 \$</u>

4. Immobilisations

La Société comptabilise les dépenses d'immobilisations de moins de 10 000 \$ à titre de dépenses engagées de la période visée.

Au cours de l'exercice, des immobilisations antérieurement comptabilisées de 13 281 \$ ont été radiées puisqu'il a été déterminé qu'elles n'appartenaient pas à la Société.

5. Crédoiteurs et charges à payer

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Fournisseurs	7 500 \$	32 229 \$
Congés annuels accumulés	<u>20 652</u>	<u>10 786</u>
	<u>28 152 \$</u>	<u>43 015 \$</u>

6. Chiffres comparatifs

Les états financiers ont été reclassés, le cas échéant, afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice en cours. Ces modifications n'ont pas d'incidence sur les bénéfices de l'exercice précédent.

New Brunswick Economic and Social Inclusion Corporation

Notes to Financial Statements

March 31, 2013

3. Related party transactions

The Province of New Brunswick pays all costs on behalf of the corporation throughout the fiscal year.

The amount due from the Province of New Brunswick represents the amount due to the corporation for the excess of approved funding over expenditures incurred.

During the year, the Province of New Brunswick authorized funding totalling \$2,789,000 (2012 - \$2,040,659).

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Province of New Brunswick	\$ 2,033,347	\$ 1,671,126

4. Capital assets

The corporation records capital expenditures under \$10,000 as current period expenses as incurred.

During the year, previously recorded capital assets of \$13,281 were written off as it was determined the corporation did not have ownership.

5. Accounts payable and accrued liabilities

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Trade accounts payable	\$ 7,500	\$ 32,229
Vacation accrual	<u>20,652</u>	<u>10,786</u>
	<u>\$ 28,152</u>	<u>\$ 43,015</u>

6. Comparative amounts

The financial statements have been reclassified, where applicable, to conform to the presentation used in the current year. The changes do not affect prior year earnings.